

# "Plateforme de la gauche" et annexes

## Deuxième trimestre 1926

### Sommaire

Plateforme de la gauche .....	3
AVANT-PROPOS .....	5
I. — QUESTIONS GENERALES .....	5
1. PRINCIPES DU COMMUNISME .....	5
2. LA NATURE DU PARTI.....	6
3. L'ACTION ET LA TACTIQUE DU PARTI.....	8
II. QUESTIONS INTERNATIONALES .....	18
1. CONSTITUTION DE LA III <sup>e</sup> INTERNATIONALE .....	18
2. SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE MONDIALE .....	19
3. MÉTHODE DE TRAVAIL DE L'INTERNATIONALE .....	20
4. QUESTIONS D'ORGANISATION.....	21
5. DISCIPLINE ET FRACTION .....	23
6. QUESTION DE TACTIQUE, JUSQU'AU 5 <sup>e</sup> CONGRÈS .....	25
7. QUESTION DE LA NOUVELLE TACTIQUE .....	28
8. QUESTION SYNDICALE .....	32
9. QUESTION PAYSANNE.....	34
10. QUESTION NATIONALE .....	38
11. QUESTION RUSSE.....	40

III. — QUESTIONS FRANÇAISES .....	45
1. LA SITUATION ÉCONOMIQUE .....	46
2. LA SITUATION POLITIQUE .....	46
3. LE ROLE DU PROLÉTARIAT ET DU PARTI .....	50
4. L'ACTION DU PARTI DANS LE PASSÉ ET SES FAIBLESSES .....	52
5. LE PARTI ET LES SYNDICATS .....	54
6. LA TACTIQUE DU PARTI.....	55
7. LA SITUATION INTÉRIEURE DU PARTI .....	58
Annexe 1 Discours de Bordiga au VIème Plenum de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste, devant la Commission française, le 6 mars 1926.....	62
Annexe 2 Lettre de Trotsky aux « communistes de gauche italiens » de la revue de Bruxelles Prometeo (septembre 1929).....	69

# Plateforme de la gauche

## Projet de thèses présenté par un groupe de « Gauchistes » (bordiguistes) à l'occasion du 5<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> En 1926, les deux premières parties du *Projet de Thèses* de Lyon (les "questions générales", suivies des "questions internationales") paraissent dans une traduction française de Michelangelo Pappalardi et Piero Corradi, à l'occasion du 5<sup>e</sup> congrès du PC-SFIC, tenu à Lille du 19 au 26 juin. Dans ce fascicule, la troisième partie des *Thèses*, qui traite des "questions italiennes", est remplacée par un autre texte consacré aux "questions françaises"; nous y reviendrons ultérieurement. Nous nous sommes astreints à ne rien changer au texte original, hormis la correction de quelques coquilles ainsi que des omissions ou des termes impropres toujours signalés par des crochets et une note en bas de page. Pour ce qui est des sources des écrits de Bordiga de cette période, on se référera en général aux 9 tomes des *Scritti 1911-1926*, éditions de la Fondation Amadeo Bordiga, sous la direction de Luigi Gerosa, désignés ici par *Scritti* – sauf dans le cas où les textes en question ont été rédigés en français.

Voici quelques faits signalés par Peregalli et Saggiaro dans *La défaite et les années obscures (1926-1945)*, p. 186, note 336 : dans une lettre à Ersilio Ambrogi du 7 juillet 1926, Bordiga fait allusion à « une meilleure traduction des thèses, les deux premières parties, complétées par la troisième partie française, (...) faite par des amis de Paris pour le congrès de Lille: je l'attends avec impatience » (cf. *Scritti*, t.9, p.349) ; trois mois après, le 28 octobre, il écrit à Pappalardi : « J'ai eu les opuscules, ils sont bien, sauf quelques modifications - très secondaires - qui, apportées à la forme, ont parfois légèrement changé la pensée. Mais sur des choses de peu d'importance » (*Scritti*, *ibid.*, p.358). D'autre part, les deux auteurs avancent que « la troisième partie, consacrée à la France, fut probablement réécrite par Bordiga lui-même et envoyée au-delà des Alpes après le Congrès de Lyon. On peut repérer des allusions dans les lettres du 12 juin 1926 à Bruno Bibbi et [du 13] à tout le groupe français » (*ibid.*; cf. *Scritti*, *ibid.*, p. 336 et 338).

Peregalli et Saggiaro reconnaissent toutefois que « le choix de ce titre [*Plate-forme de la gauche*] n'était pas resté étranger à l'intention de se conformer à la plate-forme rédigée par le groupe de Korsch en avril de la même année » (p.185). Il semble d'ailleurs que Bordiga soit revenu, dans ses discussions avec les "Allemands" mais aussi avec Pappalardi lui-même, sur ce que pouvait avoir de dangereux et de néfaste, en ce moment historique, un projet de "plateforme": « Il faut, écrit-il, éviter de se faire entraîner là où nous n'avons pas décidé d'aller » (lettre du 19 juin 1926; *id.*, p.339). En se faisant exclure collectivement, les "Allemands" s'étaient placés sur une pente dangereuse. On sait que Korsch, dans une lettre du 27 août 1926, avait proposé formellement au groupe de la Gauche italienne en France de jeter les fondations d'une "nouvelle Zimmerwald" (*ibid.*, p.189). Bordiga répondit sur ce point dans la lettre à Pappalardi

***Ne pouvant nous exprimer librement dans la presse officielle du Parti nous prenons la décision de faire connaître, par nos propres moyens, notre pensée aux communistes français.***

**UN GROUPE DE MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

---

déjà citée : « Je suis résolument pour une ligne d'action d'attente. Je connais les objections, mais je leur ai rappelé que l'une des erreurs de l'Internationale actuelle a été d'avoir brisé le travail d'élaboration "spontané" pour organiser matériellement un "bloc d'oppositions". Malgré l'influence de la révolution d'Octobre et de Lénine, l'erreur a été irrémédiable. Lénine lui-même, de toute façon, même après avoir prononcé l'acte de décès de la II<sup>e</sup> [Internationale], et malgré le "tempo" infernal des événements, a attendu de 1914 à 1919. Et donc ceux qui considèrent que "le 4 août [1914] est passé" ont encore du temps » (*Scritti, ibid., p.358*).

Nous ne reviendrons pas sur la trajectoire politique qu'a suivie Pappalardi, et qui confirme pleinement les appréhensions de Bordiga. Il reste que cette première traduction française des *Thèses de Lyon*, avec toutes ses limites, a indéniablement sa place dans l'histoire de la Gauche communiste. Deux ans après sa parution, le petit groupe de militants réunis autour de la revue *Prometeo* diffusait encore la *Plateforme*. Trotsky la recevra et dans sa première lettre à la rédaction de *Prometeo*, il se livrera à une analyse détaillée de ce qu'il appelle " un des meilleurs documents émanant de l'opposition internationale" (cf. Annexe 2).

## **AVANT-PROPOS**

Un document comme celui-ci est difficilement exempt d'une certaine disproportion entre ses différentes parties, la discussion ayant rendu certains points et arguments de plus grande actualité, et en ayant laissé d'autres, quoique de la même importance, plus effacés. Pour compléter la pensée des auteurs de ces thèses, on doit se référer à d'autres textes déjà connus (quoique la consultation n'en soit pas aujourd'hui facile pour tout le monde). Aussi, croyons-nous utile de citer quelques documents de la même tendance, qui n'ont rien perdu de leur valeur.

*Thèses de Rome*, approuvées par le 2<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste d'Italie le 26 mars 1922.

Le texte présenté au Congrès a été publié : dans le "Comunista" du 31 décembre 1921, n° 67 ; dans le "Ordine Nuovo" du 3 janvier 1922, n°2 ; dans le "Lavoratore" du 5 février 1922, n° 4 960 ; dans la "Rassegna Comunista" du 31 juillet 1922, n° 26.

*Thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste* présentées au 4<sup>e</sup> Congrès mondial, publiées dans le "Stato Operaio" du 6 mars 1924, n° 6.

*Programme d'action du Parti Communiste Italien*, présenté au 4<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, publié dans "Stato Operario", n° susdit.

Motion et thèses approuvées par la Conférence Nationale (consultative) du Parti Communiste Italien de mai 1924, publiées dans "Stato Operaio" du 18 mars 1924, n° 16.

*Thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste*, présentées au 5<sup>e</sup> Congrès mondial, publiées (en langues française et allemande) dans le Bulletin du même Congrès, n° 20 du 18 juillet 1924.

## **I. — QUESTIONS GENERALES<sup>2</sup>**

### **1. PRINCIPES DU COMMUNISME**

La doctrine fondamentale du Parti Communiste français est le marxisme régénéré

---

<sup>2</sup> Les "Questions générales" sont la seule partie des *Thèses* qui soient parues dans le journal *L'Unità*, en janvier 1926.

sur la base duquel — face à l'opportunisme — la III<sup>e</sup> Internationale s'est constituée.

Les principaux points en sont :

Le matérialisme dialectique comme système de conception du monde et de l'histoire humaine ; les doctrines économiques fondamentales contenues dans le *Capital* de Marx comme méthode d'interprétation de l'économie capitaliste contemporaine ; les constatations, formules et directives du *Manifeste du Parti Communiste*, comme précis historique et politique de l'émancipation de la classe ouvrière mondiale. La grandiose expérience victorieuse de la révolution russe et l'œuvre de Lénine, son chef et maître du communisme international, sont la confirmation, la restauration et le développement conséquent de ce système de principes et de méthodes. N'est pas communiste et ne peut militer dans les rangs de l'Internationale quiconque en repousse une seule partie. Par conséquent, le Parti Communiste condamne les idéologies de la classe dominante, [depuis] les doctrines spiritualistes, religieuses, idéalistes en philosophie et réactionnaires en politique, jusqu'aux doctrines positivistes, voltairiennes, des libres-penseurs, se manifestant dans la franc-maçonnerie, dans l'anticléricisme et dans la démocratie. Il condamne aussi les écoles politiques ayant une certaine influence dans la classe ouvrière, telles que le réformisme social-démocrate, qui conçoit une évolution pacifique et sans lutte armée du pouvoir capitaliste au pouvoir ouvrier et qui accepte la collaboration des classes ; le syndicalisme, qui dédaigne l'action politique de la classe ouvrière et même la nécessité du parti comme suprême organe révolutionnaire ; l'anarchisme, qui nie la nécessité historique de l'Etat et de la dictature prolétarienne comme moyens de transformation. De même, le parti communiste repousse les multiples manifestations tendant à maintenir, sous des apparences communistes, des théories erronées — tendance bâtarde bien connue sous le nom de "centrisme".

## 2. LA NATURE DU PARTI

Le processus historique de l'émancipation du prolétariat et de la fondation d'un nouvel ordre social dérive du fait de la lutte de classe. Toute lutte de classe est une lutte politique ou bien tend à aboutir à une lutte pour la conquête du pouvoir politique. Par conséquent, l'organe qui conduit la lutte de classe à la victoire finale est le parti politique de classe, seul instrument possible, d'abord de l'insurrection révolutionnaire, et ensuite de gouvernement. De ces affirmations élémentaires et géniales de Marx, que Lénine a fait ressortir avec la plus claire évidence, découle la définition du parti comme organisation de tous ceux qui sont conscients du but historique de la classe révolutionnaire et qui sont décidés à agir pour la victoire de celle-ci. Grâce au parti, la classe ouvrière connaît sa route et acquiert la volonté de la parcourir. Donc, dans les phases successives de la lutte, le parti représente historiquement la classe, tout en n'ayant dans ses propres rangs qu'une fraction plus ou moins grande de cette classe. C'est le sens de la définition du parti donnée par

Lénine au 2<sup>e</sup> Congrès mondial.

Cette conception de Marx et de Lénine s'oppose à celle, parfaitement opportuniste, du parti travailliste, auquel participent de droit tous les prolétaires. Il est clair que dans un tel parti numériquement plus fort, peuvent et dans certaines situations doivent prévaloir des influences contre-révolutionnaires bourgeoises représentées par des organisateurs et des chefs provenant indifféremment du prolétariat ou de la bourgeoisie. Marx et Lénine n'ont pas seulement combattu cette grave erreur théorique, mais ils n'ont pas hésité à briser la fausse unité prolétarienne pour, lorsque l'activité sociale du prolétariat était affaiblie, assurer par de petits groupes de défenseurs du programme révolutionnaire la continuité de la fonction politique du parti dans la préparation des batailles successives du prolétariat. C'est là la seule voie possible pour obtenir dans l'avenir le rassemblement de la majorité des ouvriers autour de la direction et sous la bannière d'un parti communiste capable de lutter et de vaincre.

Une organisation *immédiate* de tous les travailleurs ne peut s'élever à des tâches politiques ou révolutionnaires, tant que les groupes professionnels ou locaux isolés ne luttent que pour la satisfaction d'exigences limitées, déterminées par les conséquences directes de l'exploitation capitaliste. Mais dans un parti politique, défini par la volonté "politique" de ses membres, se réalise la synthèse de ces impulsions particulières en une action générale au cours de laquelle des individus et des groupes réussissent à vaincre tout particularisme en consentant à tous les sacrifices pour le triomphe final de la classe ouvrière. La définition du parti comme parti de la classe ouvrière n'a pas, dans Marx et Lénine, une valeur "constitutionnelle". Elle dépend de l'affirmation des "fins historiques" du prolétariat.

Toute conception des problèmes d'organisation du parti qui ramènerait à l'erreur de la conception labouriste substitue une vision démocratique à une vision révolutionnaire, attribue plus d'importance à des schémas utopiques qu'à la réalité dialectique du conflit des classes, et représente donc un danger de rechute dans l'opportunisme.

Quant aux moyens de parer à la dégénérescence du mouvement révolutionnaire et d'assurer cette intelligence politique nécessaire chez les chefs et chez les adhérents, ils ne dépendent pas d'une formule d'organisation. On ne peut dire non plus que seul l'ouvrier peut être communiste. Cette formule se heurte à l'expérience de certains partis. La garantie dont il s'agit doit être cherchée ailleurs si on ne veut pas contredire le postulat marxiste fondamental : *La Révolution n'est pas une question d'organisation*<sup>3</sup>, postulat dans lequel se résume tout le progrès réalisé par le

---

<sup>3</sup> Cette formule est tirée des "Thèses sur les principes et la tactique communistes" approuvées au 2<sup>e</sup> congrès du parti communiste allemand (congrès d'Heidelberg, 20-24 octobre 1919). La

socialisme scientifique sur les premières folies de l'utopisme.

En partant de ces conceptions sur la nature du parti de classe, nous résoudrons les questions actuelles d'organisation interne de l'Internationale et du parti.

### 3. L'ACTION ET LA TACTIQUE DU PARTI

Savoir comment le parti agit sur la situation et sur les autres groupements, organes, institutions, de la société dans laquelle il se meut, est la question primordiale de la tactique, dont les éléments généraux doivent être rétablis en accord avec l'ensemble de nos principes. On précisera ensuite les formes d'action concrète relatives aux problèmes pratiques et aux phases successives du développement historique.

En assignant au parti révolutionnaire son poste et sa tâche dans la genèse d'une société nouvelle, la doctrine marxiste fournit la plus brillante des solutions du problème de la liberté et de la détermination<sup>4</sup> dans l'activité de l'homme. Par rapport à l'abstraction "individu", ce problème fournira encore pour longtemps de la matière aux élucubrations métaphysiques des philosophes de la classe dominante et décadente. Le marxisme l'étudie à la lumière d'une conception scientifique et objective de la société et de l'histoire.

De même que l'opinion que l'individu agit sur le monde extérieur en le déformant et le façonnant à son plaisir par une puissance d'initiative d'origine divine est extrêmement éloignée de notre conception, de même nous devons condamner la conception volontariste du parti, suivant laquelle un petit groupe d'hommes imposent une doctrine au monde par un effort gigantesque de volonté, d'activité, d'héroïsme.

D'autre part, c'est une interprétation erronée et ridicule du marxisme que de penser que le processus de l'histoire et de la révolution se développant d'après des lois fixes, il ne nous reste qu'à rechercher objectivement quelles sont ces lois et à tenter de formuler des prévisions sur l'avenir sans agir, conception fataliste qui aboutit à annuler la nécessité du parti.

Le déterminisme marxiste est également supérieur à ces deux conceptions dans sa puissante originalité. La solution donnée au problème est dialectique et historique. Précisément parce qu'elle n'est pas abstraite, elle n'a pas la prétention de fournir une

---

formulation originale (traduite de l'allemand) est la suivante : « L'idée que l'on pourrait produire des mouvements de masse grâce à une forme d'organisation particulière, c'est-à-dire que la révolution serait une question de forme d'organisation, est à rejeter comme rechute dans l'utopie petite-bourgeoise ». (*Bericht über den zweiten Parteitag der kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund)*, "Leitsätze über kommunistische Grundsätze und Taktik", §5, éd. du KPD(S), p.61).

<sup>4</sup> C'est-à-dire le déterminisme.



seule réponse bonne pour tous les temps et pour tous les lieux.

Si le développement actuel de la science ne permet pas la recherche complète des causes qui poussent l'individu à agir, en partant des faits physiques et biologiques pour aboutir à une science des activités psychologiques, le problème se résoud cependant dans le domaine de la sociologie en appliquant à celle-ci, comme le fit Marx, les méthodes de la science positive et expérimentale que le socialisme accepte pleinement, qui ne se confondent pas avec le pseudo-matérialisme et positivisme adopté par la bourgeoisie. On arrive ainsi dans une certaine mesure à éliminer le caractère indéterminé de l'évolution de chaque individu, en tenant compte des influences réciproques des individus par l'étude critique de l'économie et de l'histoire, après avoir nettoyé le terrain de tout vestige d'idéologies traditionnelles. De ce point de départ, le marxisme parvient à établir un système qui n'est pas un catéchisme immuable et fixe, mais un instrument vivant pour connaître et pour suivre les lois du processus historique. La base en est la découverte de Marx du déterminisme économique. L'étude des formes et des rapports économiques et du développement des moyens techniques de production nous offrent la plateforme objective sur laquelle on peut solidement appuyer l'étude des lois de la vie sociale et dans une certaine mesure la prévision de son développement successif<sup>5</sup>.

Tout cela étant rappelé, il faut préciser que la solution finale n'est pas une formule intangible sur laquelle, la clef universelle une fois trouvée, en laissant se développer les phénomènes économiques, se déterminera simplement une série prévue de faits politiques. Si notre critique précise la valeur exacte de l'action des individus, détermine ses mobiles et ses perspectives, elle n'aboutit pas à la négation de la nécessité pour le parti de classe d'avoir sa propre initiative et sa propre volonté.

La solution de ce problème est formulée à plusieurs reprises dans nos textes fondamentaux. L'humanité, les Classes, les Partis et les Etats, évoluent conformément aux lois économiques qu'ils ignorent. Ces groupements étaient aussi privés de la connaissance théorique du processus économique et de la possibilité de le diriger. Mais pour le prolétariat, pour les groupements politiques, parti et Etat, qui doivent émaner de lui, le problème se modifie. Cette classe est la première qui ne soit pas poussée à baser [sa] victoire sur la consolidation de privilèges sociaux et sur une division des classes. Et en même temps elle est la première qui possède une doctrine du développement économique et social : le communisme marxiste. Pour la première fois, une classe combat pour la suppression des classes en général, pour la suppression de la propriété privée des moyens de production, et non pour une simple transformation des formes sociales de cette propriété. Le programme du prolétariat est, en même temps que son émancipation propre, l'émancipation de la collectivité

---

<sup>5</sup> C'est-à-dire ultérieur.

humaine de l'esclavage des lois économiques, qu'il comprend aujourd'hui pour les dominer plus tard dans une économie scientifique subissant l'intervention directe de l'homme.

Pour cela et dans ce sens, Engels écrivait que la révolution prolétarienne signifie le passage de l'ère de la nécessité [à] celle de la liberté<sup>6</sup>. Cela n'est pas ressusciter le Mythe de l'individualisme qui veut libérer le MOI humain des influences extérieures, cependant qu'au contraire la vie de l'individu devient de plus en plus impossible à distinguer d'une vie collective. Le problème est porté ailleurs, et la liberté et la volonté sont attribuées à une classe destinée à devenir le groupement unitaire humain même, préparé à la lutte contre les seules forces adverses du monde physique.

Seule l'humanité prolétarienne, de laquelle nous sommes encore loin, sera libre et capable d'une volonté qui ne soit pas une illusion sentimentale, mais une capacité d'organiser et de diriger l'économie dans le plus large sens du mot. Si aujourd'hui la classe ouvrière est, quoique moins que les autres classes, *déterminée* dans les limites de [sa] propre action par les influences étrangères à elle, l'organe, par contre, qui représente son maximum de possibilités, est le parti politique : pas un parti quelconque, mais le parti de la classe prolétarienne, le parti communiste.

Une telle volonté dans le parti, ainsi que sa conscience et sa préparation théorique, sont des fonctions précisément collectives du parti. L'activité de ses chefs est la meilleure manifestation de ses facultés collectives. La conception marxiste du parti et de son action repousse, ainsi que nous l'avons énoncé, le fatalisme contemplatif des phénomènes sur lesquels il ne peut influencer d'une façon directe, et la conception individualiste suivant laquelle la préparation théorique, la force de volonté, l'esprit de sacrifice, devraient être exigés indistinctement de chaque militant individuel du parti, réduisant celui-ci à une élite de caractères intellectuels et moraux.

En solutionnant<sup>7</sup> la question générale de la tactique sur le même terrain que celle de la nature du parti, il faut distinguer [de] la solution marxiste la négligence doctrinaire de la réalité de la lutte de classe, qui [se satisfait]<sup>8</sup> d'élucubrations abstraites et qui laisse de côté l'activité concrète, l'esthétisme sentimental qui voudrait, par des gestes bruyants et des attitudes héroïques de minorités réduites, déterminer de nouvelles situations et de nouveaux mouvements historiques<sup>9</sup>, et aussi

---

<sup>6</sup> Engels, *Anti-Dühring*, 3<sup>e</sup> section ("Le socialisme"), chap. "Notions théoriques".

<sup>7</sup> Dans le texte : *en solutionnant entre elles-mêmes...* Le texte italien dit simplement : *En résolvant* (ital. : "Risolvendo").

<sup>8</sup> Dans le texte : *qui se couvre de...* (ital. : "si appaga di...").

<sup>9</sup> Allusion possible à Georges Sorel (1847-1922) ou du moins à ses émules anarchistes ou syndicalistes. « Le leader théorique du syndicalisme latin croyait son passage à la postérité assuré par sa renommée de dépasseur du verbe marxiste "teutonique" ; au lieu de cela, tandis

l'opportunisme qui tranche le lien avec les principes, c'est-à-dire se contente de s'agiter pour des revendications limitées et isolées sans se demander si elles contrecarrent la préparation des suprêmes conquêtes de la classe ouvrière.

L'erreur de la politique anarchiste apparaît en même temps comme [l'incapacité] de comprendre les étapes de l'évolution historique réelle. Elle a l'illusion volontariste de [hâter]<sup>10</sup> les processus sociaux par l'efficacité de l'exemple et du sacrifice d'un homme ou d'un petit nombre.

L'erreur de la politique social-démocrate se rattache à une fausse conception fataliste du marxisme suivant laquelle la révolution mûrira lentement et, [de son point de vue,]<sup>11</sup> sans une intervention insurrectionnelle de la volonté prolétarienne, comme [à] un pragmatisme volontariste qui, ne sachant renoncer aux effets immédiats de son initiative et de son intervention quotidienne, se contente de lutter pour des objectifs qui n'intéressent qu'apparemment les groupes du prolétariat, mais dont la réalisation satisfait [au] jeu conservateur de la classe dominante au lieu de servir à la préparation de la victoire du prolétariat : réformes, concessions, avantages partiels économiques et politiques obtenus du patronat et de l'Etat bourgeois.

Une introduction artificielle dans le mouvement de classe de suggestions théoriques de la "moderne" philosophie volontariste et pragmatiste à bases idéalistes (Bergson, Gentile, Croce)<sup>12</sup> ne peut être considérée comme une réaction contre le

---

que Marx est plus vivant que jamais dans une jeunesse vivace et flamboyante, son critique décrépît se morfond entre les derniers éclairs d'un génie éclectiquement bourgeois et décadent, parcourant les dernières étapes de sa vie intellectuelle à tâtons dans l'obscurité, trébuchant parfois lourdement sur les erreurs grossières, hier du néo-catholicisme, aujourd'hui d'une interprétation malheureuse du léninisme, demain dans quelques autres manifestations d'incohérence théorique. » (*Sorel et l'Internationale*, in *Il comunista*, n° 19, 7 avril 1921 ; cf. *Scritti*, vol. 5, p.199-201).

<sup>10</sup> Dans le texte : *dépasser*... (ital.: "anticipare").

<sup>11</sup> Dans le texte : *pour son compte*... (ital. : "per suo conto").

<sup>12</sup> Henri Bergson (1859-1941): philosophe universitaire français inspirateur de Sorel ... et de Mussolini. « Je connais les communistes. Je les connais parce qu'une partie d'entre eux sont mes enfants... attention... spirituels et je reconnais avec une sincérité qui peut paraître cynique que j'ai été le premier à infecter ces gens, quand j'ai introduit dans la circulation du socialisme italien un peu de Bergson mêlé à beaucoup de Blanqui. » (Discours de Mussolini à la Chambre des députés, le 21 juin 1921; évoqué dans *Il pioniere di Bergson*, article de *Il Comunista*, n° 40, 26 giugno 1921; cité dans *Scritti*, vol. 5, p. 468, note 4). Bordiga dira simplement que le bergsonisme « a ouvert la voie aux déviations du syndicalisme et, au-delà, au mussolinisme de sinistre mémoire » (*Marx ou Bergson ?*, «Il Soviet», 25 novembre 1920, in *Scritti*, t.4, p.390).

Giovanni Gentile (1875-1944). Philosophe et homme politique, figure majeure du fascisme italien. Voir l'article correspondant de Wikipedia:

réformisme du fait que celui-ci montre certaines sympathies pour le positivisme bourgeois, car elle prépare seulement de nouvelles affirmations opportunistes.

L'activité du parti ne peut se limiter ni à la conservation des principes théoriques et des cadres d'organisation, ni à l'obtention à tout prix de succès immédiats et de résultats numériques. Elle se résume à tout moment et dans toutes les situations en les trois points suivants :

a) La défense et la précision de l'interprétation théorique du mouvement de la classe ouvrière ;

b) L'affermissement de l'organisation du parti et sa défense contre la corruption par les influences étrangères ou opposées à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;

c) La participation active à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour en faciliter le développement, mais en y apportant constamment l'affirmation des buts définitifs révolutionnaires et en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des étapes vers l'indispensable lutte de l'avenir, en dénonçant le péril de considérer les réalisations partielles comme des buts suprêmes.

Le but suprême de cette activité complexe du parti est de préparer les conditions [subjectives]<sup>13</sup> de préparation du prolétariat, dans le sens que celui-ci soit capable de profiter des possibilités révolutionnaires objectives, dès que celles-ci se présenteront, et de la sorte, [de sortir vainqueur, et non vaincu]<sup>14</sup> de la lutte.

Sur ces bases, on peut répondre aux questions sur les rapports entre le parti et les masses prolétariennes, entre le parti et les autres partis politiques, ainsi qu'entre le prolétariat et les autres classes sociales.

Il faut considérer comme erronée la formule tactique qui dit : tout véritable parti

---

[https://de.wikipedia.org/wiki/Giovanni\\_Gentile](https://de.wikipedia.org/wiki/Giovanni_Gentile)

Benedetto Croce (1866-1952) est un philosophe italien qui flirta un temps avec le marxisme, se distinguant par une longue polémique contre le positivisme et le projet d'une "réforme de la dialectique" s'appuyant sur un "retour à Hegel". On trouve des extraits de Croce (*Religione e serenità*) dans une publication journalistique de Gramsci de février 1917, *La città futura*, précédés d'une note dans laquelle, dira Gramsci plus tard, « j'ai écrit que, de même que l'hégélianisme avait été la prémisse de la philosophie de la *praxis* au XIX<sup>e</sup> siècle, aux origines de la civilisation contemporaine, de même la philosophie de Croce pouvait être, de nos jours, pour notre génération, la prémisse d'une reprise de la philosophie de la *praxis*. (...) et moi, j'étais tendanciellement plutôt crocien » (*Cahiers de prison*, 10 (XXIII), 1932-1935).

<sup>13</sup> Terme manquant dans le texte, souligné dans l'original italien.

<sup>14</sup> Dans le texte : *à sortir victorieuses...* (ital.: "vincitore e non vinto").

communiste doit savoir être *dans chaque situation* un parti de masse ; [c'est-à-dire]<sup>15</sup> avoir des effectifs extrêmement nombreux et une influence politique extrêmement large sur le prolétariat, au moins supérieures à celles des autres partis soi-disant ouvriers. Cette formule est une caricature de la thèse de Lénine, qui a établi, en 1921, un mot d'ordre pratique extrêmement juste, c'est-à-dire qu'il ne suffit pas, pour la conquête du pouvoir, d'avoir formé de "véritables" partis communistes et de les lancer à l'offensive insurrectionnelle, mais qu'il faut avoir des partis possédant une forte influence sur le prolétariat<sup>16</sup>. Cette formule équivaut à l'affirmation que dans la période précédant la conquête du pouvoir, le parti doit avoir avec lui les masses, doit surtout conquérir les masses. Dans cette formule, il n'y a que dans une certaine mesure l'expression de majorité des masses, qui est périlleuse, parce qu'elle expose ou a exposé [les] léninistes "de la lettre" au danger d'interprétations théoriques et tactiques social-démocrates. En écartant le danger d'engager des actions désespérées, avec des forces insuffisantes et dans des moments non opportuns, elle [expose]<sup>17</sup> à l'autre péril d'atermoisement [dans] l'action, lorsque celle-ci est possible et nécessaire, quand il [faut] l'affronter avec une décision et une volonté vraiment "léninistes".

Mais cette formule que le parti doit, à la veille de la lutte pour le pouvoir, avoir avec lui les masses, [dans] la sottise interprétation des pseudo-léninistes d'aujourd'hui, est devenue une formule opportuniste, lorsqu'ils affirment que le parti doit être un parti de masse "dans toute situation".

Il y a des situations objectivement défavorables à la révolution et éloignées d'elle par le rapport des forces (tout en pouvant en être moins éloignées que d'autres dans le temps, parce que l'évolution historique — c'est du marxisme — n'est pas un mouvement uniforme dans lequel la volonté d'avoir à tout prix l'influence politique prépondérante ne peut être obtenue que par la renonciation aux principes et aux méthodes communistes et par une politique social-démocrate et petite-bourgeoise. Il faut dire à haute voix que dans certaines situations passées, présentes et futures, le prolétariat a été, est et sera nécessairement dans sa majorité sur une position non-révolutionnaire, d'inertie ou de collaboration avec l'ennemi, suivant les cas ; et que, malgré tout, le prolétariat reste partout et toujours la seule classe révolutionnaire. Mais il faut que dans son sein, le parti communiste, sans jamais renoncer à toutes les possibilités de manifestation, ne s'engage pas dans les voies faciles qui le feraient dévier de sa tâche, et qui enlèveraient au prolétariat le point d'appui indispensable. Par ces principes marxistes, et non par une vague morale sentimentale, on repoussera

---

<sup>15</sup> Dans le texte : *ou bien...* (ital. : "ossia").

<sup>16</sup> Cf. Lénine, Oeuvres, t.32, *Discours en faveur de la tactique de l'IC*, 1er juillet 1921.

<sup>17</sup> Dans le texte : *donne accès à...*

l'absurde affirmation opportuniste qu'un parti communiste est libre d'adopter tous les moyens et toutes les méthodes. On dit que le parti étant vraiment communiste, c'est-à-dire sain dans les principes et dans l'organisation, il peut se permettre toutes les acrobaties dans la manœuvre politique. Mais on oublie que le parti est pour nous à la fois facteur et produit du développement historique.

Le prolétariat ne sera pas influencé par les justifications tordues que les chefs du parti présentent pour certaines "manœuvres", mais par les effets réels de ces manœuvres. C'est seulement en évitant les voies mauvaises par un programme d'actions précis et respecté, que le parti se garantira contre la dégénérescence, et non par des "credo" théoriques et des mesures organiques.

Une autre erreur dans la question générale de tactique, qui reconduit nettement à la position classique opportuniste, démasquée par Marx et par Lénine, est l'affirmation que le parti, lorsque des luttes de classes et de partis se produisent, qui ne sont pas encore celles de la classe ouvrière, doit choisir, entre les deux forces en lutte, celle qui représente l'élément le plus favorable à l'évolution historique générale et doit plus ou moins ouvertement se coaliser avec elle.

Une semblable politique est vaine, surtout parce que le schéma d'une évolution sociale et politique fixée dans tous ses détails préparant l'avènement final du communisme est une conception que seuls les opportunistes ont voulu prêter au marxisme. C'est la base des insultes des Kautsky contre la révolution russe et le mouvement communiste actuel. {On peut avancer que des conditions plus propices au travail fécond du parti communiste se présentent dans les régimes bourgeois les plus démocratiques. Mais s'il est vrai que}<sup>18</sup> des mesures réactionnaires ont arrêté plusieurs fois le prolétariat, il n'en est pas moins vrai, et ce fut beaucoup plus fréquemment, que la politique libérale des gouvernements bourgeois a bien des fois apaisé la lutte de classe et dévoyé la classe ouvrière. La bourgeoisie réussit souvent à changer de méthodes et de gouvernements suivant son intérêt contre-révolutionnaire ; tandis que toute notre expérience nous montre que l'opportunisme a toujours concentré l'attention du prolétariat sur les péripéties successives de la politique bourgeoise.

Même s'il était vrai que certaines formes de gouvernement facilitent le développement ultérieur de l'action du prolétariat, l'expérience montre que cela est soumis à une indispensable condition : l'existence d'un parti qui prépare les masses à la désillusion qui suivra ce qui se présente comme un succès immédiat ; et non

---

<sup>18</sup> La version italienne du passage entre accolades est ici sensiblement différente : « On ne peut pas non plus adopter comme thèse générale que des conditions plus propices à un travail fécond du parti communiste existeraient dans certains types de régime bourgeois, par exemple les plus démocratiques. S'il est vrai que ... »

seulement la simple existence du parti, mais sa capacité d'agir, d'une façon clairement indépendante, aux yeux du prolétariat.

Le parti communiste, en présence de luttes qui ne préparent pas à la lutte définitive pour la victoire prolétarienne, ne s'occupera pas de réalisations n'intéressant pas directement la classe ouvrière.

Contre les exigences de ce programme d'action, on évoque souvent, à tort, la formule de Marx que « les communistes appuient tout mouvement dirigé contre les conditions sociales existantes »<sup>19</sup>, et toute la doctrine de Lénine contre la "Maladie Infantile du Communisme". L'argumentation basée sur ces opinions de nos maîtres ne diffère pas, dans sa nature intime, de l'opération analogue toujours menée par les réformistes et par les centristes, qui, au nom de Marx et de Lénine, — que leurs chefs s'appellent Bernstein ou Nenni<sup>20</sup> — ont prétendu ridiculiser les révolutionnaires marxistes.

Deux observations doivent être faites : les opinions de Marx et de Lénine ont une valeur historique, et se rapportent pour Marx à l'Allemagne non encore bourgeoise et, pour l'expérience bolchevique exposée par Lénine dans son livre, à la Russie tsariste. La question tactique n'est pas la même dans les conditions classiques, prolétariat en lutte avec une bourgeoisie capitaliste tout à fait développée.

Par rapport à l'appui dont parle Marx et les "compromis" dont parle Lénine, l'intervention du parti communiste se produit comme une intervention sur le terrain de la guerre civile. Ainsi dans la formule léniniste sur la question paysanne et nationale, dans l'affaire Kornilov<sup>21</sup> et dans cent autres. Mais le sens de la critique de Lénine contre l'infantilisme et de tous les textes marxistes sur la souplesse de la politique révolutionnaire n'est pas en contradiction avec la barrière volontairement élevée par les mêmes contre l'opportunisme, qui est, par Engels et par Lénine, défini par l'"absence de principes", c'est-à-dire par l'oubli du but final.

Ce serait s'opposer à Lénine et à Marx que de préparer la tactique communiste par une méthode non dialectique mais formelle. Il ne faut pas commettre sur la tactique la faute que les anarchistes et les réformistes commettent sur les principes. Il leur paraît en effet absurde que la suppression des classes et du pouvoir d'Etat soit préparé par la prédominance de la classe prolétarienne et par l'Etat dictatorial prolétarien, que l'abolition de toute violence sociale se réalise par l'emploi de la violence offensive et

---

<sup>19</sup> Dans le *Manifeste communiste*.

<sup>20</sup> Pietro Nenni (1891-1980). Membre du Parti socialiste italien à partir de 1921, il prend la direction du quotidien *Avanti!*.

<sup>21</sup> Kornilov (1870-1918), général de l'armée tsariste, dirigea en août-septembre 1917 une tentative de putsch contre le gouvernement, dit provisoire, du social-révolutionnaire Kérénsky.

défensive, destructrice du pouvoir actuel de la bourgeoisie. Ainsi, ne faut-il pas affirmer qu'un parti révolutionnaire doit être à tout moment pour la lutte, sans compter les forces des amis et des ennemis ; que d'une grève par exemple, un communiste ne peut envisager que la continuation à outrance, qu'un communiste doit fuir certains moyens "immoraux", comme la dissimulation, l'astuce, l'espionnage, etc... La critique de Marx et de Lénine constitue l'effort le plus solide pour éliminer ces facteurs sots et sentimentaux de la solution des problèmes de tactique. Cette critique est définitivement acquise à l'expérience du mouvement communiste. Un exemple des erreurs de déduction tactique qu'elle permet d'éviter est celui que nous devrions soutenir la scission des syndicats conquis par les jaunes, étant pour la scission politique des communistes et des opportunistes<sup>22</sup>.

Il faut observer que l'on continue à affirmer que l'extrême gauche a fondé ses conclusions sur de telles erreurs. Mais cette critique de l'infantilisme ne signifie pas que la tactique doit être régie par l'arbitraire, et que tous les moyens soient bons pour nos buts. Dire que la garantie contre les déviations est dans la nature révolutionnaire du parti et dans la brillante tradition de ses hommes et groupes, est un jeu de mots non marxiste qui oublie la répercussion que les moyens mêmes de son action ont sur le parti dans le jeu dialectique des causes et des effets, [ainsi que] la vanité des "intentions" des individus et des groupes.

Lénine dit dans son livre sur *la Maladie Infantile* que les moyens tactiques doivent être choisis d'avance pour la réalisation du but final révolutionnaire, par une claire vision historique de la lutte du prolétariat et de son aboutissement, et qu'il serait absurde d'écarter un certain expédient tactique seulement parce qu'il semble "laid" ou parce qu'il mérite la définition de "compromis" : il faut au contraire établir si ce moyen répond ou non au but. Ce problème est toujours posé pour le parti et l'Internationale Communiste. Si nous pouvons dire que sur le problème des principes théoriques, après Marx et Lénine, nous sommes en possession d'un riche héritage, sans vouloir dire que toute tâche de nouvelle recherche théorique soit finie pour le communisme, il n'en est pas de même pour la tactique, même après la révolution russe et l'expérience des premières années de vie de la nouvelle Internationale, à laquelle Lénine a manqué trop tôt. Le problème de la tactique, beaucoup plus ample que les ripostes simplistes et sentimentales des "infantilistes" ne [le] présentent, doit être encore étudié par la contribution de tout le mouvement communiste international, fort de toute son expérience ancienne et récente. Ce n'est pas se dresser contre Marx et Lénine que d'affirmer qu'il sera résolu par des règles d'action, non fondamentales comme les principes, mais obligatoires pour les simples militants et pour les organes dirigeants du mouvement. Il faut observer les possibilités diverses de

---

<sup>22</sup> L'ordre des mots pouvant prêter à contre-sens, nous proposons la reformulation suivante : « Un exemple... est que, du fait que nous sommes pour la scission..., nous devrions... ».



développement des situations pour tracer avec toute la précision possible dans quel sens devra agir le parti dans chaque cas déterminé.

L'examen et la compréhension de la situation sont des éléments nécessaires des décisions tactiques, mais non pas en tant qu'ils [permettraient] à l'arbitraire des chefs [de] se livrer à des "improvisations" et à des "surprises", mais dans ce sens qu'ils signaleront au mouvement que l'heure est venue d'une action *prévue* dans la plus grande mesure possible. Nier la possibilité de prévoir les grandes lignes de la tactique, de prévoir ce que nous devons faire dans les différentes hypothèses possibles sur le développement des situations objectives, signifie nier la tâche du parti. Le parti n'est pas une armée, une institution d'Etat, un organe dans lequel l'autorité hiérarchique est prédominante et celle de l'adhésion volontaire, insignifiante ; il est évident qu'il reste aux membres toujours une voie pour la désobéissance aux ordres contre laquelle il n'y a pas de sanction matérielle possible : la sortie du parti. La bonne tactique est celle qui, [face] au développement des situations, quand le centre dirigeant n'a pas le temps de consulter le parti et encore moins les masses, ne mène pas au sein du parti même et du prolétariat à des répercussions inattendues pouvant se développer dans un sens opposé à l'affirmation révolutionnaire. L'art de prévoir comment le parti réagira aux ordres et quels ordres obtiendront la bonne réaction est l'art de la tactique révolutionnaire ; elle dépend de l'utilisation collective des expériences d'action du passé, résumée en règles claires d'action. En confiant le soin de leur exécution à leurs dirigeants, les membres du rang s'assurent que ceux-ci ne trahissent pas leur mandat. Nous n'hésitons pas à dire que le parti même étant quelque chose de perfectible et non pas de parfait, beaucoup doit être sacrifié à la clarté des règles tactiques, même si cela comporte une certaine schématisation ; quand les situations rompent de force les schémas tactiques préparés par nous, on n'y portera pas remède en tombant dans l'opportunisme et dans l'éclectisme, mais il faudra accomplir un nouvel effort pour adapter la ligne tactique aux tâches du parti. Ce n'est pas seulement le bon parti qui donne la bonne tactique, mais c'est aussi la bonne tactique qui fait le bon parti, et la bonne tactique ne peut être que celle qui est comprise et choisie par tous dans [ses] lignes fondamentales.

Nous nions qu'on puisse amoindrir l'effort et le travail collectif du parti pour définir les règles de la tactique en demandant une obéissance pure et simple à un homme ou à un comité, ou à un parti de l'Internationale et à son appareil dirigeant.

L'action du parti devient de la *stratégie* aux moments de la lutte pour le pouvoir, qui prend un caractère militaire. Dans les situations précédentes, l'action du parti ne se réduit cependant pas à la simple fonction idéologique, de propagande et d'organisation, mais consiste, ainsi qu'on l'a dit, à participer et à agir dans les différentes luttes du prolétariat. Le système des règles tactiques doit donc être édifié précisément dans le but d'établir suivant quelles conditions l'intervention du parti, dans des mouvements semblables, mène au but final révolutionnaire et garantit en

même temps le progrès utile de la préparation idéologique, d'organisation et de tactique.

Dans les points suivants, nous exposerons, en face des divers problèmes, comment se présente cette élaboration des différentes règles d'action communiste dans la période actuelle.

## **II. QUESTIONS INTERNATIONALES**

### **1. CONSTITUTION DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

La crise de la II<sup>e</sup> Internationale, déterminée par la guerre mondiale, a eu, par la constitution de la III<sup>e</sup> internationale, une solution définitive dans le sens de la restauration de la doctrine révolutionnaire, mais pour les problèmes d'organisation et de tactique, la formation du Comintern, si elle représente une très grande conquête historique, ne leur a pas apporté une solution également définitive.

L'élément fondamental de la III<sup>e</sup> Internationale a été la Révolution Russe, première grande victoire du prolétariat mondial. Etant donné les conditions sociales de la Russie, la Révolution russe n'a pas donné la formule historique générale pour les révolutions des autres pays. C'est-à-dire que son expérience ne peut suffire pour la solution des problèmes tactiques de tout le prolétariat mondial. Dans le passage du pouvoir féodal autocratique à la dictature prolétarienne, nous remarquons en Russie l'absence de l'étape du pouvoir politique de la classe bourgeoise organisée solidement avec son appareil étatique propre.

C'est par cela même que la conception marxiste a eu, dans la Révolution russe, sa confirmation historique la plus grandiose. C'est par cette expérience que le révisionnisme social-démocratique a été mis en déroute sur le terrain des principes. Mais sur le terrain de l'organisation, la lutte contre la II<sup>e</sup> Internationale, qui est une des formes de la lutte contre le capitalisme mondial, n'a pas eu un succès décisif, et l'on a commis maintes fautes qui n'ont pas permis aux Partis Communistes d'atteindre le degré de développement que permettaient les conditions objectives.

Il faut en dire autant sur le terrain tactique où l'on a résolu et où l'on résoud aujourd'hui insuffisamment maints problèmes qui se jouent sur le même échiquier concernant la bourgeoisie, l'Etat bourgeois moderne et parlementaire avec un appareil historiquement stable, le prolétariat. Les Partis Communistes n'ont pas toujours obtenu tout ce qu'il était possible d'obtenir pour les conquêtes du prolétariat sur le capitalisme, et [pour] la liquidation des partis social-démocratiques, organes politiques de la contre-révolution bourgeoise.

## 2. SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE MONDIALE

La situation internationale paraît aujourd'hui moins favorable au prolétariat qu'elle ne l'était pendant les premières années de l'après-guerre. Dans le domaine économique, nous assistons à une stabilisation partielle du capitalisme. Le mot "stabilisation" ne signifie d'ailleurs que la fin des perturbations de quelques parties de la structure économique, et non l'impossibilité de nouvelles perturbations se représentant, même dans un très bref délai. La crise du capitalisme est toujours ouverte et elle s'aggravera inévitablement jusqu'à sa fin. Sur le terrain politique, nous assistons à un affaiblissement du mouvement révolutionnaire ouvrier dans presque tous les pays économiquement développés, contrarié du reste heureusement par la consolidation de la Russie Soviétique, et par les assauts des peuples coloniaux contre les nations capitalistes.

Une telle situation présente ce danger que, si l'on suit la méthode erronée qui veut faire dépendre la tactique des situations<sup>23</sup>, on verra s'affirmer une tendance au menchevisme dans l'évaluation des possibilités de l'action prolétarienne. D'ailleurs, il y a un danger que, par l'affaiblissement de cette action essentiellement de classe dans la politique générale du Comintern, disparaissent les conditions préconisées par Lénine pour une application correcte de la tactique au sein des masses paysannes et au cours des mouvements nationaux. A la suite de l'offensive prolétarienne d'après guerre, nous avons assisté à une offensive patronale à laquelle le Comintern répondit par le mot d'ordre du front unique. Ensuite, se posa le problème de l'ère pacifico-démocratique dans plusieurs pays, qui fut justement signalé par le camarade Trotsky comme un danger de dégénérescence de notre mouvement<sup>24</sup>. Il faut écarter

---

<sup>23</sup> La version italienne dit simplement: « la méthode erronée du situationnisme ». On sait que la tactique opportuniste fait fi des principes pour n'accorder d'intérêt qu'aux "situations": la situation justifie en quelque sorte la tactique. D'où la propension des "résolutions" à consacrer de longs développements à des descriptions de situations (mondiale, nationales, voire locales, ces dernières servant à justifier les fameux "accords circonstanciels" (cf. les "Questions françaises")) dont on prétendra déduire une tactique toujours présentée comme la quintessence du "léninisme".

<sup>24</sup> Cf. *Des perspectives de l'évolution mondiale*, discours de Trotsky prononcé le 28 juillet 1924 à une réunion de la Société des Amis de la Faculté des sciences de Moscou. Traduit en français dans les *Cahiers du bolchévisme*, décembre 1924 n°s 3 (p.147-157) et 4 (p.230-241). « L'échec de la Révolution allemande [1923] marque une nouvelle période dans le développement de l'Europe et, en partie, du monde entier. Nous avons caractérisé cette nouvelle période comme la période d'arrivée au pouvoir des éléments démocratico-pacifistes de la société bourgeoise » [en Angleterre, le travailliste MacDonald (premier ministre de janv. à nov. 1924), en France le gouvernement Herriot soutenu par les socialistes (juin 1924 - avril 1925)]. « (...) la social-démocratie, qui était l'agence de la bourgeoisie, devait fatalement, dans sa dégénérescence politique, devenir l'agence de la bourgeoisie la plus forte, la plus puissante, de la bourgeoisie de

l'interprétation de la situation qui pose comme une question primordiale pour le prolétariat {la lutte entre les deux partis de la bourgeoisie, la droite et la gauche, que l'on définit comme strictement dépendantes de certaines conditions sociales}<sup>25</sup>.

La vérité, c'est que la classe dominante dispose de plusieurs méthodes de gouvernement et de défense que l'on peut réduire à deux : systèmes réactionnaire et démocratique.

La thèse de Lénine sur l'impérialisme nous démontre que, se basant sur l'analyse économique, les groupes les plus modernes de la bourgeoisie tendent, non pas seulement à unifier le mécanisme productif, mais même leur défense politique avec des moyens plus décisifs.

Ce n'est pourtant pas exact d'affirmer qu'inévitablement le communisme passe par l'étape du gouvernement bourgeois de gauche. Dans les cas particuliers où cette éventualité se présentera, la condition de la victoire prolétarienne sera dans la lutte du parti contre les illusions provoquées par un gouvernement de gauche, sans atténuer son opposition aux formes politiques démocratiques, même en face de menaces de succès réactionnaires.

### 3. MÉTHODE DE TRAVAIL DE L'INTERNATIONALE

Une des tâches les plus importantes de l'Internationale Communiste a été de dissiper la défiance du prolétariat à l'égard de l'action politique, défiance provoquée par les dégénérescences de l'opportunisme.

Le marxisme ne parle pas de la politique comme d'un art et d'une technique vulgaires qui se réalisent dans les ruses de la manœuvre parlementaire et diplomatique acceptable par tout parti politique. La politique prolétarienne s'oppose à la méthode de la politique bourgeoise, pour arriver [à son] plus haut point dans l'art de l'insurrection révolutionnaire. Cette différence essentielle, dont nous omettons<sup>26</sup>

---

toutes les bourgeoisies, c'est-à-dire de la bourgeoisie américaine. Comme le capital américain assume la tâche d'unifier, de pacifier l'Europe, de lui apprendre à résoudre les questions des réparations et autres et qu'il tient les cordons de la bourse, la dépendance de la social-démocratie à l'égard de la bourgeoisie allemande en Allemagne, de la bourgeoisie française en France, devient de plus en plus une dépendance à l'égard du maître de ces bourgeoisies. Le capital américain est maintenant le patron de l'Europe. Et il est naturel que la social-démocratie tombe politiquement sous la dépendance du patron de ses patrons. C'est là le fait essentiel pour l'intelligence de la situation actuelle et de la politique de la II<sup>e</sup> Internationale. »

<sup>25</sup> Le passage entre accolades s'écartant ici sensiblement de l'original italien, nous proposons la reformulation suivante : « ... la lutte entre deux fractions de la bourgeoisie, la droite et la gauche, qu'on voudrait faire dépendre trop étroitement de distinctions sociales ».

<sup>26</sup> Comprendre : dont nous ne ferons pas ici...

une plus ample étude théorique, est une condition nécessaire pour une liaison solide entre le prolétariat révolutionnaire et son état-major communiste, et pour [la sélection]<sup>27</sup> de ce dernier.

La pratique du travail de l'Internationale est aujourd'hui contraire à cette nécessité révolutionnaire. Dans les rapports entre les organes du mouvement communiste, prévaut maintes fois une politique à double face, une subordination des thèses théoriques aux mouvements occasionnels, un système d'accords et de conventions entre individus qui, dans ses résultats, car il ne réussit pas à traduire heureusement [les] rapports entre les partis et les masses, a provoqué de graves déceptions<sup>28</sup>.

Dans les grandes et fondamentales décisions de l'Internationale, [entre] même très souvent, et avec une extrême facilité, l'élément d'improvisation et de surprise, [le coup de théâtre]<sup>29</sup> qui désoriente les militants et tous les prolétaires.

Tout cela se produit par exemple dans la plupart des {crises intérieures des partis, résolues au sein d'organes et congrès internationaux par des pénalités dont on frappe les différents groupes dirigeants}<sup>30</sup>, mais qui n'ont aucune influence utile sur le développement réel des partis.

#### 4. QUESTIONS D'ORGANISATION

Ce qui dans la constitution du Comintern, eut beaucoup d'importance, ce fut de considérer qu'une large centralisation des forces révolutionnaires était urgente, puisqu'on prévoyait, à ce moment, un développement plus rapide des possibilités objectives<sup>31</sup>. Pourtant, on a pu constater ensuite qu'il aurait été plus convenable de procéder avec une rigueur plus grande. En effet, la formation des partis et la conquête des masses n'ont été favorisées ni par des concessions à des groupes syndicalistes et

---

<sup>27</sup> Dans le texte : *l'encadrement*. L'original italien dit: "la selezione utile".

<sup>28</sup> Pour la compréhension nous proposons cette autre construction : un système qui, n'ayant pas réussi à traduire de façon heureuse..., a provoqué de graves déceptions dans ses résultats.

<sup>29</sup> Ital. : "cambiamento di scena". Dans le texte : *changement de programme*.

<sup>30</sup> Ital. : "...questioni interne dei partiti, risolte dagli organi e congressi internazionali con successive e stentate sistemazioni, fatte accettare ai vari gruppi dirigenti...". Etant donné le faux sens contenu dans le passage entre accolades, nous proposons la traduction suivante : « ... problèmes internes des partis, résolus par les organes et congrès internationaux au prix de laborieux arrangements successifs que doivent accepter les divers groupes dirigeants... ».

<sup>31</sup> Cf. la *Lettre d'Invitation* au 1<sup>er</sup> congrès de l'Internationale, publiée dans la presse russe le 24 janvier 1919, puis dans le volume XIII des *Oeuvres* de Trotsky en 1926 (cf. *Les congrès de l'IC, textes intégraux publiés sous la direction de Pierre BROUÉ, Le premier congrès*, p. 39 sq.)

anarchistes, ni par les compromis, basés sur<sup>32</sup> les 21 conditions, avec les centristes<sup>33</sup>, ni par les fusions organiques avec partis ou fractions de partis conquises par le noyautage politique, ni enfin par la tolérance d'une double organisation communiste dans quelques pays, avec des partis sympathisants.

Le mot d'ordre de l'organisation des partis sur la base des cellules d'entreprises, lancé après le 5<sup>e</sup> Congrès, n'atteint pas son but de supprimer les défauts unanimement reconnus dans les sections de l'Internationale<sup>34</sup>.

En général, ce mot d'ordre prête à de très grandes erreurs et à une déviation du postulat marxiste : la révolution n'est pas une question de forme d'organisation<sup>35</sup>. Des thèses de Lénine il ressort qu'une solution d'organisation ne saurait jamais être valable pour toutes les époques ni pour tous les lieux.

Par rapport aux partis qui agissent à l'époque actuelle dans des pays bourgeois à régime parlementaire consolidé, le type d'organisation par cellules est évidemment moins favorable que l'organisation sur [une] base territoriale. C'est une erreur théorique d'affirmer que le parti à base territoriale est un parti social-démocratique, tandis que le parti basé sur les cellules est un vrai parti communiste. Pratiquement, ce dernier ne peut assurer aussi facilement que l'autre son rôle d'union des groupes prolétaires sans distinction de catégorie et d'industrie, rôle d'autant plus important que la situation est défavorable et que les [possibilités]<sup>36</sup> d'organisation prolétarienne sont diminuées. Différents inconvénients pratiques naissent de l'organisation sur la base exclusive des cellules. La question se posait d'une autre façon dans la Russie tsariste à cause des différents rapports entre patronat, industriels et Etat ; le danger corporatif étant moins grave, car la question de la prise du pouvoir se posait immédiatement.

Le système des cellules n'augmente pas l'influence des ouvriers dans le Parti, car les organes supérieurs sont formés d'éléments non ouvriers ou ex-ouvriers, qui constituent l'appareil des fonctionnaires. Etant donné les défauts de la méthode de l'Internationale, le mot d'ordre de la bolchévisation, dans ses aspects d'organisation, correspond à une application servile et vaine de l'expérience russe et aboutit déjà,

---

<sup>32</sup> Comprendre : les arrangements avec les centristes, que toléraient les 21 conditions.

<sup>33</sup> Cf. les *Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste*, ainsi que le *Discours du délégué de la fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I.C.*

<sup>34</sup> Cf. *Le 5<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, Rapport analytique*, Paris 1924 (pour les questions d'organisation, voir la 30<sup>e</sup> séance du 7 juillet 1924), ou encore la brochure *Les questions d'organisation au 5<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.*, Paris 1925.

<sup>35</sup> Cf. note 3.

<sup>36</sup> Dans le texte : *chances...*

dans maints pays, à l'étouffement, même involontaire, des initiatives et énergies spontanées de la classe ouvrière, par la [pression]<sup>37</sup> d'un appareil dont la sélection et la fonction dépendent de critères le plus souvent artificiels.

En conservant au parti l'organisation [sur une] base territoriale, nous ne renonçons pas à des organes du parti dans les usines. Ces organes doivent être les groupes communistes liés au parti et dirigés par lui, et introduits dans<sup>38</sup> l'encadrement syndical du parti. Ce système résout beaucoup mieux le contact<sup>39</sup> avec les masses et conserve plus à l'abri<sup>40</sup> l'organisation fondamentale du parti.

## 5. DISCIPLINE ET FRACTION

Un autre aspect de la bolchevisation est celui qui fait résider toute garantie de la force du parti dans la seule coercition disciplinaire et dans une sévère interdiction du fractionnisme. Le dernier juge pour toutes les questions controversées est l'organe central international dans lequel on attribue, sinon statutairement, du moins politiquement, la prépondérance au Parti Communiste russe. Cette garantie, en effet, n'existe pas. {Dans la pratique, on n'a pas encouragé les formes occultes et hypocrites.}<sup>41</sup> Au point de vue historique, on n'a pu surmonter les fractions dans le parti russe ni au moyen d'un expédient, ni au moyen d'une formule magique, mais au contraire par une heureuse façon de poser les problèmes de doctrine et d'action politique.

Les actions disciplinaires sont un des éléments qui offrent une garantie contre les dégénérescences à la condition que leur application demeure exceptionnelle, et ne devienne pas la méthode idéale du fonctionnement du parti.

La solution ne réside pas dans une inutile exaspération de l'autoritarisme hiérarchique, autoritarisme dépourvu de l'infaillibilité initiale, car on ne peut pas considérer comme définitives les grandioses expériences historiques russes, et même dans la vieille garde conservatrice des traditions bolcheviques, s'élèvent des différends auxquels on n'a pas donné, a priori, une solution excellente. Cette solution ne réside pas dans une application systématique de la démocratie formelle qui, pour

---

<sup>37</sup> Dans le texte : *compression*...

<sup>38</sup> Comprendre : intégrés à...

<sup>39</sup> Comprendre : le problème du contact...

<sup>40</sup> Comprendre : préserve mieux...

<sup>41</sup> Il manque ici tout un passage. Nous avons retraduit aussi la phrase entre accolades : « ...et le problème est posé de manière inadéquate. Dans les faits, on n'a pas évité le déchaînement du fractionnisme dans l'Internationale, mais on en a encouragé au contraire des formes dissimulées et hypocrites. »

le marxisme, n'est que le principe d'organisation le plus favorable. Les partis communistes doivent réaliser un centralisme organique, qui, par le maximum possible de consultations de la base, assure l'élimination spontanée de tout groupement ayant tendance à se différencier de l'ensemble du parti. On peut obtenir tout cela par des prescriptions statutaires formelles et mécaniques, mais aussi, comme le dit Lénine lui-même, par la juste politique révolutionnaire.

La répression du fractionnisme n'est pas une condition fondamentale de l'évolution du Parti. Il devrait au contraire être paré par des mesures préventives. Il est absurde, stérile, et même très dangereux, de prétendre que le Parti et l'Internationale sont mystérieusement assurés contre toute rechute ou tendance à la rechute dans l'opportunisme, ce qui peut dépendre des changements objectifs ou du jeu des survivances social-démocratiques. Il faut, au contraire, admettre dans la solution de nos problèmes que toute différence d'opinion qui n'est pas le produit d'un défaitisme personnel peut être, dans son développement, utile à sauvegarder le parti, et le prolétariat en général, contre de graves dangers. Si ces derniers s'accroissaient, la différence prendrait inévitablement, mais utilement, la forme de fraction, ce qui amènerait à des scissions, non à cause du manque de répression de la part des dirigeants, mais seulement dans [l'hypothèse fatidique]<sup>42</sup> de la faillite du parti et de sa subordination à des influences contre-révolutionnaires.

[On peut trouver] un exemple de la fausse méthode dans les solutions artificielles données à la situation du parti allemand après la crise opportuniste de 1923. Ces solutions, qui n'ont pas réussi à éliminer le fractionnisme, ont entravé la création spontanée, au sein d'un prolétariat aussi évolué que le prolétariat allemand, d'une juste réaction ouvrière et révolutionnaire [à] la dégénérescence du Parti allemand<sup>43</sup>.

Le danger de l'influence bourgeoise sur le parti de classe ne se présente pas historiquement sous la forme de l'organisation d'une fraction, mais sous la forme d'une pénétration habile, aux allures démagogiques et unitaires, qui opère d'en haut pour comprimer les initiatives de l'avant-garde révolutionnaire. Ce n'est pas [en posant] la question de la discipline contre les tentatives de fractions [qu'on pourrait] écarter un facteur opportuniste aussi dangereux. C'est, au contraire, l'orientation du Parti et du prolétariat contre un tel danger au moment même où il se présente sous l'aspect de déviation doctrinale et tactique.

Un des aspects négatifs de la soi-disant bolchevisation réside dans la substitution à la préparation politique du parti, qui [seule] saurait nous amener à la centralisation

---

<sup>42</sup> Dans le texte : *dans la possibilité problématique...* Ital.: "nella dannata ipotesi".

<sup>43</sup> Source allemande: *Die Lehren der deutschen Ereignisse. Das Präsidium des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale zur deutschen Frage. Januar 1924, Hamburg, 1924.*



réelle, [d'une agitation superficielle et tapageuse s'aidant des] <sup>44</sup> formules mécaniques de l'unité pour l'unité, et de la discipline pour la discipline. Les résultats de cette méthode endommagent le parti et le prolétariat et retardent la réalisation du "Vrai Parti Communiste". Cette méthode, appliquée dans plusieurs sections de l'Internationale, est par elle-même une forme d'opportunisme latent. Dans la situation actuelle dans le Comintern, la nécessité d'une opposition internationale de gauche n'est pas immédiate, mais elle pourrait le devenir avec le développement accentué des facteurs opportunistes que nous venons d'indiquer. Dans ce cas, la formation d'une opposition sera un effet spontané de la situation, et une nécessité révolutionnaire.

## 6. QUESTION DE TACTIQUE, JUSQU'AU 5<sup>e</sup> CONGRÈS<sup>45</sup>

Pour la solution des problèmes de tactique qui se sont posés dans toute l'Internationale, il y a eu des fautes semblables, en général, aux fautes d'organisation. Elles naissent, en général, comme ces dernières, de la prétention de déduire tout de la solution des problèmes résolus par le Parti Communiste Russe.

La tactique du front unique n'est pas à interpréter comme une coalition politique avec les autres partis soi-disant ouvriers mais comme une utilisation des revendications immédiates, dans le but d'augmenter l'influence du Parti Communiste sur les masses, sans compromettre son indépendance.

Il faudra, par conséquent, choisir comme base du front unique ces organismes prolétariens où les ouvriers

Dans la résolution des problèmes tactiques posés par les situations évoquées précédemment dans le domaine international, on a commis des erreurs analogues en général aux erreurs organisatives, et provenant de la prétention de tout déduire des problèmes qui se sont posés dans le passé au Parti Communiste Russe.

La tactique du front unique ne doit pas être comprise comme une coalition politique avec d'autres partis soi-disant ouvriers, mais comme l'utilisation des revendications immédiates provoquées par la situation, dans le but d'étendre l'influence du parti communiste sur les masses sans compromettre son autonomie.

La base du front unique doit donc être recherchée dans les organisations prolétariennes auxquelles les

<sup>44</sup> Dans le texte: d'une action extérieure pressante, des...

<sup>45</sup> A partir de ce paragraphe jusqu'à la fin des "Questions internationales", nous mettons en vis-à-vis (colonne de droite) l'excellente traduction de la brochure *Défense de la continuité du programme communiste*, textes du parti communiste international, p.123-132. Nous nous dispenserons donc de tout commentaire en rapport avec la qualité de la traduction de la *Plateforme*.

entrent par nécessité sociale et indépendamment de leur encadrement à la suite d'un parti organisé. Cela sera fait avec le double but de garder intégralement le droit de critique politique du Parti Communiste sur les autres Partis et de permettre à ces derniers, par la conquête progressive des masses, des mots d'ordre successifs du Parti<sup>46</sup> pour les mobiliser finalement sur son programme, et sous sa direction exclusive.

L'expérience a démontré maintes fois que la seule façon d'assurer l'application révolutionnaire du front unique réside dans le rejet des coalitions politiques permanentes ou transitoires, et des comités de direction de la lutte comprenant les représentants des différents partis politiques, et même [du] système des pourparlers, propositions, et lettres ouvertes aux autres partis.

La pratique a démontré stériles ces méthodes, en rendant vains leurs effets certains, après l'abus qu'on en a fait.

Le front unique, qui prend comme base une revendication centrale concernant le pouvoir d'Etat, devient la tactique du Gouvernement Ouvrier. Tactique non seulement erronée, mais contraire aux principes communistes. Si le Parti lance un mot d'ordre [qui]

travailleurs adhèrent en fonction de leur position sociale et indépendamment de leur foi politique ou de leur appartenance à un parti organisé. En effet, il s'agit d'abord de ne pas rendre impossible en pratique aussi bien la critique communiste des autres partis politiques que l'organisation progressive dans les rangs communistes de nouveaux éléments issus de ces partis; il s'agit d'assurer ensuite la compréhension par les masses des consignes directes du parti pour les mobiliser sur son programme et sous sa direction exclusive.

L'expérience a démontré mille fois que la seule façon d'assurer une application révolutionnaire du front unique était de repousser la méthode des coalitions politiques permanentes ou transitoires, des comités de direction de la lutte comprenant des représentants des divers partis politiques, ainsi que des négociations du parti communiste avec d'autres partis, des offres d'action commune et des lettres ouvertes.

La pratique a prouvé la stérilité de cette méthode et en a discrédité même l'effet initial après l'abus qu'on en a fait.

La tactique du "gouvernement ouvrier", c'est le front unique politique appliqué à une revendication centrale touchant au problème de l'État. Ici, il ne s'agit plus seulement d'une tactique erronée, mais d'une criante contradiction avec les principes du

---

<sup>46</sup> Nous soulignons à partir d'ici les passages dont la traduction peut prêter à des contre-sens.

signifie l'avènement du prolétariat au pouvoir par les organismes propres de l'appareil gouvernemental bourgeois et si même il n'exclut pas d'une façon nette une telle éventualité, le programme communiste est abandonné et démenti. La révision à laquelle le 5<sup>e</sup> Congrès a soumis cette tactique après la défaite allemande n'a pas été satisfaisante, et les expériences postérieures justifient la proposition d'abandon de ce mot d'ordre, même comme simple formule d'agitation.

Par rapport au problème d'Etat, le Parti n'a qu'un mot d'ordre : la dictature du prolétariat, car il n'y a pas d'autre gouvernement ouvrier. Sinon, on aboutit à l'opportunisme, et l'on accorde le soutien ou participe même au gouvernement soi-disant ouvrier de la classe bourgeoise.

Cela n'est pas en contradiction avec le mot d'ordre : tout le pouvoir aux Soviets et aux organismes du type des Soviets (représentations élues par les travailleurs exclusivement), même lorsqu'en de tels organismes dominent les partis opportunistes. Ces Partis sont contre l'avènement au pouvoir des organes du prolétariat, car il s'agirait de

communisme. Si le parti lance un mot d'ordre qui signifie la prise du pouvoir par le prolétariat à travers les organes représentatifs spécifiques de l'appareil d'Etat bourgeois, ou qui même n'exclut pas explicitement une telle possibilité, cela signifie l'abandon et le reniement du programme communiste, non seulement vis-à-vis de l'idéologie prolétarienne, avec toutes les conséquences néfastes qui en découlent inévitablement, mais dans la formulation idéologique même que ce parti établit et accrédite. La révision de cette tactique au V<sup>e</sup> Congrès, après la défaite allemande, n'a pas été satisfaisante, et les développements ultérieurs des expériences tactiques justifient que l'on abandonne jusqu'à l'expression de "gouvernement ouvrier".

Dans la question centrale de l'Etat, le parti ne peut donner qu'un seul mot d'ordre : dictature du prolétariat, car il n'y a pas d'autre "gouvernement ouvrier". Ce dernier mot d'ordre ne peut, lui, que faciliter un passage à l'opportunisme, c'est-à-dire à un appui, ou même à une participation, à des gouvernements de la classe bourgeoise soi-disant favorables aux ouvriers.

Tout cela n'est nullement en contradiction avec le mot d'ordre "tout le pouvoir aux Soviets" ou à des organisations de type soviétique (élues exclusivement par les travailleurs) même quand les partis opportunistes y prédominent. Ces partis sont en effet contre la prise du pouvoir par les organisations prolétariennes qui

la dictature prolétarienne elle-même, par l'exclusion des non-travailleurs des organes électifs du pouvoir, dictature que seul le parti communiste pourra diriger. Il n'est pas nécessaire, et nous ne le proposons pas, de substituer à l'expression "Dictature du Prolétariat", l'expression synonyme "Gouvernement du Parti Communiste".

constitue justement la dictature du prolétariat (exclusion des non-travailleurs des organes élus et du pouvoir) que seul le parti communiste pourra diriger. Il n'est pas nécessaire et nous ne proposerons pas ici de remplacer la formule "dictature prolétarienne" par la seule qui en soit le synonyme : "gouvernement du parti communiste".

## 7. QUESTION DE LA NOUVELLE TACTIQUE<sup>47</sup>

Le front unique et le Gouvernement ouvrier se justifiaient ainsi : pour notre victoire, il ne suffit pas d'avoir des partis communistes, il faut conquérir les masses. Pour aboutir, il faut battre l'influence des social-démocrates sur le terrain des revendications compréhensibles pour tous les travailleurs.

Aujourd'hui, on a changé, et on élargit dangereusement la question : pour notre victoire, il faut d'abord obtenir que la bourgeoisie gouverne avec plus [de] libéralisme et de souplesse, ou bien que les classes moyennes gouvernent, de sorte que notre préparation soit tolérée. La deuxième conception, en admettant comme possible un gouvernement autonome de la classe moyenne, équivaut à une révision de la doctrine de Marx et se place par conséquent sur la même plateforme contrerévolutionnaire que la réformiste.

Hier on justifiait le front unique et le gouvernement ouvrier en disant que pour vaincre, il ne suffisait pas d'avoir des partis communistes, mais qu'il fallait conquérir les masses et donc miner l'influence des sociaux-démocrates sur le terrain des revendications compréhensibles par tous les travailleurs.

Aujourd'hui, on fait un pas de plus et on pose un problème dangereux : pour pouvoir vaincre, dit-on, il faut obtenir de la bourgeoisie qu'elle gouverne d'une façon plus tolérante et plus souple qui nous permette de nous préparer, ou encore il faut que ce soient les classes intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat qui dirigent. Cette seconde position, qui admet la possibilité d'un gouvernement original des classes moyennes, constitue une révision de la doctrine marxiste et équivaut à la plate-forme contre-révolutionnaire du

---

<sup>47</sup> Dans la version italienne, *nouvelle tactique* est entre guillemets.

La première conception veut préciser seulement les conditions qui nous permettent de développer au mieux notre tâche d'agitation et d'organisation. On a déjà parlé de cette dernière conception dans la critique du "situationnisme" <sup>48</sup>. Tout nous laisse prévoir que la démocratie bourgeoise, en s'opposant ou bien en s'unissant à la méthode fasciste, évoluera, dans le sens de ne pas accorder de garanties juridiques, même à son pseudo-égalitarisme. Le parti communiste, en les niant dans son programme, se met aussi nettement en dehors d'elles. Il garde de la sorte une plateforme stable de lutte contre tous les gouvernements de gauche. La "Liberté" donnée au prolétariat n'est rien que la liberté pour les agents contre-révolutionnaires de l'agiter et de l'organiser. La seule liberté du prolétariat réside dans sa dictature.

Mais même si l'on admet qu'un gouvernement de gauche peut nous être de quelque utilité transitoire, on a déjà fait remarquer que cela ne se peut que si l'autonomie du Parti a toujours été, du commencement à la fin, absolument claire. Nous ne voulons pas, ici, attribuer

réformisme.

La première position voudrait seulement définir les conditions objectives les plus favorables à la propagande, l'agitation et l'organisation. Elle n'est pas moins dangereuse que l'autre, comme nous l'avons déjà montré à propos de l'analyse des situations. Tout laisse prévoir que le libéralisme et la démocratie bourgeoise, en opposition ou en accord avec la méthode "fasciste", évolueront vers une exclusion du parti communiste de leurs garanties juridiques (qui déjà valent bien peu) : il les nie dans son programme et s'en exclut donc de lui-même, dira-t-on. Cela n'est du reste pas incompatible avec les principes de la démocratie bourgeoise, et en tout cas les précédents historiques ne manquent pas dans l'oeuvre de tous les soi-disant gouvernements de gauche, comme par exemple dans le programme de l'Aventin italien. La "liberté" offerte au prolétariat sera essentiellement une plus grande liberté d'agir en son sein pour les agents contre-révolutionnaires. La seule liberté pour le prolétariat, c'est sa dictature.

Nous avons déjà indiqué que dans les limites où un gouvernement de gauche peut créer des conditions utiles, elles ne peuvent être exploitées que si le parti a tenu continuellement une position clairement autonome. Il ne s'agit pas d'attribuer une habileté

---

<sup>48</sup> Cf. note 23.

une habileté diabolique à la bourgeoisie, mais nous avons la certitude, sans laquelle on ne saurait s'appeler communiste, que la dernière lutte verra contre les conquêtes du prolétariat le front unique de toutes les forces bourgeoises, qu'elles soient personnifiées par Hindenbourg, Mac Donald, Mussolini ou Noske, Blum ou Taittinger. Si nous contribuons à ce que le prolétariat fasse une distinction entre ses ennemis acharnés et les éléments apparemment hypocritement favorables, nous aurons apporté dans la lutte un élément de défaite de la classe ouvrière, tandis que toute fissure dans le front bourgeois aurait pu être, dans le cas contraire, un élément de victoire, grâce à l'unité révolutionnaire du prolétariat. Nous croyons, partant de ces considérations, qu'il faut déclarer inacceptable la tactique préconisée en Allemagne après les élections Hindenbourg, d'alliance électorale avec la social-démocratie ou d'autres partis républicains, c'est-à-dire bourgeois, comme d'entente parlementaire au Landtag de Prusse<sup>49</sup>, et la tactique

diabolique à la bourgeoisie, mais de tenir pour certain – une certitude sans laquelle on n'a plus aucun droit de se dire communiste – que la lutte finale dressera contre les conquêtes du prolétariat le front unique des forces bourgeoises, qu'elles soient personnifiées par Hindenbourg, MacDonald, Mussolini ou Noske. Habituer le prolétariat à distinguer, dans ce front, des éléments qui lui seraient involontairement favorables, c'est introduire un facteur de défaite, même si toute faiblesse interne de ce front constitue un facteur évident de victoire. En Allemagne, après l'élection d'Hindenbourg, on a pratiqué l'alliance électorale avec la social-démocratie et d'autres partis "républicains", c'est-à-dire bourgeois, ainsi qu'une alliance parlementaire au Landtag de Prusse, pour éviter la formation d'un gouvernement de droite; en France, on a appuyé le Cartel des gauches aux dernières élections municipales et cantonales (tactique de Clichy). Pour les raisons que nous venons de développer, de telles méthodes

---

<sup>49</sup> « Observons faits et documents. Au deuxième tour du scrutin [avril 1925], les communistes maintiennent la candidature de Thaelmann qui recueille 60 000 voix supplémentaires, mais le maréchal Hindenbourg devient président de la république en l'emportant nettement sur Marx, le candidat républicain bourgeois. La tempête des récriminations plane sur les communistes allemands ; comme d'habitude, la gauche bourgeoise et social-démocrate se comporte comme si les révolutionnaires avaient signé un contrat avec elle, l'engageant à la soutenir quand la droite est en passe de la rouler. Subir ce chantage signifie admettre que le communisme n'est qu'une sous-espèce de la démocratie (...). Mais le Comité Central "de gauche" du parti allemand, quelques heures après l'élection de Hindenbourg, se réunit pour déclarer s'être trompé et avoir mal évalué le "danger monarchique". Il convoque le Conseil National du parti qui confirme ce jugement, bien qu'une forte minorité se constitue qui sonne l'alarme contre le repli du Comité Exécutif de l'Internationale et de la Centrale allemande sur des positions dignes de Brandler et C<sup>e</sup>. » (Bordiga, *La politique de l'Internationale*, article paru dans *L'Unità* du 15 octobre 1925).

tendant à favoriser le cartel des gauches adoptée en France pendant les dernières élections municipales et cantonales (tactique de Clichy)<sup>50</sup>. D'après les thèses du 2<sup>e</sup> Congrès mondial sur le parlementarisme révolutionnaire, le parti devrait logiquement descendre [se placer] sur le terrain électoral et parlementaire avec une position parfaitement indépendante.

Les récentes manifestations que nous venons de rappeler, présentent une analogie historique, sinon complète, tout à fait évidente, avec les méthodes traditionnelles de bloc et de collaborationnisme adoptées dans la II<sup>e</sup> Internationale, méthodes que l'on prétendait justifier au nom du marxisme. Ces méthodes représentent un danger effectif et actuel pour l'idéologie et l'organisation de l'Internationale. Il faut ajouter qu'elles ne sont autorisées par aucune délibération des congrès internationaux, et par les thèses tactiques du 3<sup>e</sup> Congrès<sup>51</sup> non plus.

tactiques doivent être déclarées inacceptables. D'ailleurs les thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. sur le parlementarisme révolutionnaire imposent au parti communiste de ne se présenter sur le terrain électoral et parlementaire qu'avec des positions rigoureusement indépendantes.

Les tactiques récentes rappelées ci-dessus présentent une analogie historique évidente, sinon complète, avec les méthodes traditionnelles de la II<sup>e</sup> Internationale : blocs électoraux, collaborationnisme, qu'on prétendait aussi justifier par une interprétation marxiste. Elles représentent un danger effectif pour les principes et l'organisation de l'Internationale; de plus, elles n'ont été autorisées par aucune délibération des congrès internationaux et encore moins par les thèses tactiques du V<sup>e</sup> Congrès.

---

<sup>50</sup> Allusion au Congrès de Clichy du PC-SFIC, 17-21 janvier 1925. Voir le Rapport sur les directives diverses, relatives à la campagne municipale en application des décisions du Congrès de Clichy concernant la tactique électorale au deuxième tour, dans les Cahiers du bolchévisme, n° 17, 15 avril 1925, p.1116-1122. La « limite absolue » fixée étant de « ne jamais porter la responsabilité d'avoir fait passer la mairie entre les mains de la bourgeoisie d'extrême-droite », la tactique préconisée au second tour des municipales est de « faire liste commune avec les socialistes ».

<sup>51</sup> Le texte italien faisant clairement allusion au projet de *Thèses sur la tactique* présenté par la Gauche au V<sup>e</sup> congrès de l'IC, et non au III<sup>e</sup>, il s'agit ici indubitablement d'une coquille. De plus, la formulation « autorisées par aucune délibération des congrès internationaux et *encore moins* par les thèses tactiques du V<sup>e</sup> Congrès », conforme au texte italien, peut s'expliquer par le fait que le texte pour le V<sup>e</sup> congrès ne diffère des *Thèses* présentées au IV<sup>e</sup> congrès que par quelques paragraphes ajoutés, systématisant les expériences récentes de front unique et du fameux mot d'ordre de "gouvernement ouvrier", dans un corpus inchangé. Nous renvoyons donc le lecteur aux « Thèses sur la tactique de l'Internationale communiste proposées par la gauche de la délégation italienne au V<sup>e</sup> Congrès de l'IC », parues dans la revue

## 8. QUESTION SYNDICALE

L'Internationale a changé plusieurs fois sa conception des rapports entre les organismes politiques et économiques sur le terrain mondial. C'est là un exemple remarquable de la méthode qui, plutôt que de faire découler des principes les actions particulières, favorise l'improvisation de théories nouvelles et différentes pour justifier des actions en vue de succès immédiats.

On discuta d'abord [de] l'admission des syndicats dans l'Internationale Communiste, ensuite on constitua une Internationale Syndicale rouge. On affirma d'abord que si le Parti Communiste doit lutter pour l'unité syndicale où il réalise un plus large contact avec les masses, sauf lorsque la scission a été faite par les jaunes. On ne pouvait pas, dans l'Internationale, considérer le bureau d'Amsterdam comme un organisme des masses ouvrières, mais comme un organe

L'Internationale a modifié plusieurs fois sa conception des rapports entre organisations politiques et économiques à l'échelle mondiale. C'est là un exemple remarquable de cette méthode qui, au lieu de faire découler les actions particulières des principes, improvise des théories nouvelles et variables pour justifier des actions qu'on entreprend en réalité parce qu'en apparence elles sont faciles à conduire et promettent un succès immédiat.

On préconisa d'abord l'admission des syndicats dans l'Internationale Communiste, puis on constitua une Internationale Syndicale Rouge. On affirmait que si chaque parti communiste devait lutter pour l'unité syndicale, qui permet le plus large contact avec les masses, et donc renoncer à créer ses propres syndicats par des scissions dans ceux que dirigeaient des jaunes, sur le plan international, par contre, le Bureau de l'Internationale d'Amsterdam ne pouvait être considéré comme une organisation des masses ouvrières,

---

*Programme communiste*, n°83 (juillet – sept. 1980), p.12-21. Le texte original, en français, a paru dans le *Bulletin du V<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.*, n° 20, 8 juillet 1924. Il sera utile de rapprocher ce texte de l'intervention de Bordiga au V<sup>e</sup> congrès dans la discussion sur les rapports de Zinoviev et Varga, 13<sup>ème</sup> séance, le 25 juin 1924 : en effet, Bordiga y aborde essentiellement la question de la tactique – c'est-à-dire non pas seulement les bonnes ou mauvaises applications d'une ligne « pour en tirer des conclusions, momentanées, transitoires », mais « la ligne tactique de l'Internationale en général ». La version française dans le *Compte rendu analytique du V<sup>e</sup> congrès* (Paris 1924) n'étant pas fiable (et la version du site internet MIA n'en est que la copie), nous rappelons qu'il existe une traduction de la version allemande (tirée du *Protokoll...*, Hamburg, 1924) dans la revue déjà citée, *Programme communiste*, n°53-54 (oct. 1971 – mars 1972), p.60-73.



politique de la Société des Nations<sup>52</sup>.

Mais ensuite, pour des motifs certainement importants, nés d'un projet d'utilisation du mouvement syndical anglais de gauche, on a préconisé le renoncement à l'I.S.R. Et la lutte pour l'unité syndicale internationale avec Amsterdam a justifié qu'un si grave changement n'est pas acceptable en considération de la modification des situations, car la question des rapports entre des organismes internationaux, politiques et syndicaux, est une question de principe, se réduisant à celle des rapports entre parti et classe pour la mobilisation révolutionnaire. Il faut ajouter que les garanties statutaires ne furent pas non plus respectées : on plaça les organes dirigeants internationaux devant le fait accompli.

Tout en maintenant le mot d'ordre : Moscou contre Amsterdam, on pouvait

mais comme un organe politique contre-révolutionnaire de la Société des Nations.

Par la suite, pour des raisons certainement importantes mais malgré tout limitées (un projet d'utilisation du mouvement syndical de gauche en Angleterre), on a proposé de renoncer à l'Internationale Syndicale Rouge pour réaliser une unité organique, à l'échelle internationale, avec le Bureau d'Amsterdam. Aucune considération sur le changement des situations ne peut justifier des tournants aussi graves, la question des rapports entre organisations politiques et syndicales internationales étant une question de principe puisqu'elle se ramène à celle des rapports entre parti et classe pour la mobilisation révolutionnaire. Il faut ajouter que les garanties statutaires internes ne furent même pas respectées, les organes internationaux compétents ayant été placés devant le fait accompli.

Le maintien du mot d'ordre "Moscou contre Amsterdam"

---

<sup>52</sup> En 1901 les syndicats à majorité social-démocrate avaient créé un Secrétariat international, lequel donna naissance à la Fédération syndicale internationale en 1913. Celle-ci cessa de fait d'exister pendant la guerre et fut refondée en juillet-août 1919 au congrès d'Amsterdam. Les communistes démontrèrent que "l'Internationale d'Amsterdam" entretenait "des liens louches avec la *Société des Nations*, c'est-à-dire avec l'Internationale de l'exploitation capitaliste". Dans une lettre ouverte à la Confédération générale du Travail italienne, parue dans le journal *Avanti!* du 23 octobre 1920, Losowsky, explique Bordiga, „clarifie (...) la tactique syndicale des communistes exactement comme je l'ai toujours exposée, en corrigeant les mauvaises interprétations des autres, sur la base des résultats du Congrès de Moscou [le 2ème congrès de l'IC] : *non* aux scissions locales ou nationales dans les organisations économiques – mais *incompatibilité absolue* pour les organes syndicaux entre l'adhésion à Moscou et l'adhésion à Amsterdam. J'écris ceci pour la *n*ième fois !" (*La situation syndicale italienne et internationale*, in *Il soviet*, 25 novembre 1920, cf. *Scritti*, t.4, p.388).

engager la lutte pour l'unité syndicale dans chaque nation. En effet, on a pu liquider les tendances scissionnistes dans les syndicats d'Italie, d'Allemagne, seulement en enlevant aux scissionnistes l'argument qu'on empêchait le prolétariat de se soustraire à l'influence de l'Internationale d'Amsterdam. Au contraire, l'adhésion enthousiaste de notre Parti Français à l'idée d'unité syndicale mondiale ne l'empêche pas de démontrer une incapacité absolue à traiter dans un esprit unitaire le problème de l'unité [syndicale] nationale. Il ne faut pas écarter l'utilité d'une tactique de front unique mondial avec tous les organismes syndicaux, même adhérents à Amsterdam.<sup>53</sup>

n'excluait ni n'exclut la lutte pour l'unité syndicale dans chaque pays. En effet, il n'a été possible de liquider les tendances à la scission syndicale (Italie et Allemagne) qu'en enlevant toute base à l'argument selon lequel on empêchait le prolétariat de se dégager de l'influence de l'Internationale d'Amsterdam. Par contre, l'adhésion apparemment enthousiaste de notre parti en France à la proposition d'unité syndicale mondiale ne l'empêche pas de manifester une incapacité absolue à traiter son problème syndical national de façon non scissionniste. Il ne faut par contre pas exclure l'utilité d'une tactique de front unique sur une base mondiale, même avec les syndicats adhérent à Amsterdam.

## 9. QUESTION PAYSANNE

La question paysanne est précisée fondamentalement par les thèses de Lénine au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale<sup>54</sup>. La pensée générale de Lénine consiste tout d'abord dans la rectification historique du problème de la production agricole dans le système marxiste. Les éléments de la socialisation des entreprises manquent dans l'économie agricole tandis qu'elles sont déjà mûres dans l'économie industrielle. Ce n'est pas là une raison pour exclure l'imminence de la révolution, qui seule

La question agraire a été définie par les thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale dans lesquelles Lénine s'est fondamentalement attaché à rendre au problème de la production agricole sa place historique dans le système marxiste, montrant qu'à une époque où les prémisses de la socialisation des entreprises sont déjà mûres dans l'économie industrielle, elles font encore défaut dans l'économie agricole. Loin de conduire à retarder la révolution prolétarienne (qui seule

---

<sup>53</sup> Suit dans la version italienne un paragraphe sur les rapports de la Gauche avec les syndicats et les conseils d'usine en Italie se concluant par une critique de l'*ordinovisme* (op. cit., p.127), non repris dans la *Plateforme*.

<sup>54</sup> Cf. les "thèses sur la question agraire", dans *Statuts et résolutions de l'internationale communiste adoptés par le deuxième congrès de l'IC*, Paris 1920, p.101-115.

pourra résoudre cette contradiction du système capitaliste. Ce n'est que par la révolution que le paysan pauvre pourra, sous la direction du prolétariat, se soustraire au système d'exploitation des propriétaires fonciers [et] de la bourgeoisie, même si cette émancipation ne coïncide pas avec une transformation générale de l'économie paysanne.

La grande propriété foncière, tout en étant telle juridiquement, est pourtant techniquement composée de très petites entreprises productives. Lorsqu'on aura brisé les superstructures légales, on se trouvera en présence de la répartition de la terre entre les paysans, ce qui, en réalité, n'est que la libération des petites entreprises déjà divisées sous le régime d'exploitation commune. Cette répartition ne se réalise qu'après avoir brisé, révolutionnairement, les rapports de propriété. Ce n'est que le prolétariat industriel qui pourra réaliser la suppression des rapports de propriété existants, car il n'est pas seulement comme le paysan une victime du système de production, mais le facteur historique formé par ce système pour le passage à un nouveau mode de rapports sociaux.

Partant, le prolétariat trouvera une aide précieuse dans l'insurrection du paysan pauvre, mais il est défini dans les conclusions tactiques de Lénine : 1° la

permettra de réaliser ces prémisses), cet état de fait rend les problèmes généraux des paysans pauvres insolubles dans le cadre de l'économie industrielle et du pouvoir bourgeois, ce qui permet au prolétariat d'associer à sa propre lutte l'émancipation du paysan pauvre de l'exploitation à laquelle le soumettent les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, même si cette émancipation ne coïncide pas avec une transformation générale du système productif rural.

Dans le cas des domaines qui juridiquement sont de grandes propriétés foncières, mais qui techniquement se composent de toutes petites entreprises productives, la destruction des superstructures légales se présente comme une répartition de la terre entre les paysans, qui en réalité n'est que la libération de ces petites entreprises, déjà séparées antérieurement, de l'exploitation commune qui pesait sur elles. Cela ne peut se faire sans une destruction révolutionnaire des rapports de propriété dont seul le prolétariat industriel est capable, parce qu'à la différence du paysan il n'est pas seulement une victime du système des rapports de production bourgeois, mais le produit historique de leur maturité, qui les condamne à céder la place à un système de rapports nouveaux et différents.

Le prolétariat trouvera donc une aide précieuse dans la révolte du paysan pauvre, mais dans les conclusions tactiques de Lénine

différence fondamentale dans les rapports entre le prolétariat, la paysannerie, et les couches réactionnaires de l'économie métropolitaine, représentées surtout par les partis social-démocrates ; et 2° la conception de l'hégémonie de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire.

Le paysan, au moment de la conquête du pouvoir, se présente comme un facteur révolutionnaire. Mais, si dans la révolution, son idéologie se modifie, s'oppose aux vieilles formes d'autorité et de légalité, elle demeure dans les traditions de la petite entreprise isolée, en concurrence avec les autres. De la sorte, le paysan reste un grave danger pour l'édification de l'économie socialiste, à laquelle il ne pourra être intéressé que par un grand essor des forces productives [et] de la technique agricole<sup>55</sup>.

D'après Lénine, le prolétariat agricole qui n'est pas lié à la terre doit être encadré dans le prolétariat industriel, tandis que l'alliance avec le paysan pauvre, travaillant lui-même sa terre, ou une partie insuffisante de terre, devient un moyen de simple neutralisation du paysan moyen, qui a les caractères d'une

l'essentiel est en premier lieu la différence fondamentale qu'elles établissent entre d'une part les rapports du prolétariat avec la classe paysanne et d'autre part ses rapports avec les couches moyennes réactionnaires de l'économie urbaine représentées surtout par les partis social-démocrates; et en second lieu le principe de la prééminence et de l'hégémonie intangibles de la classe ouvrière dans la conduite de la révolution.

Au moment de la conquête du pouvoir, le paysan se présente donc comme un facteur révolutionnaire. Mais si pendant la révolution son idéologie se modifie à l'égard des vieilles formes d'autorité et de légalité, elle ne change pas beaucoup à l'égard des rapports de production qui restent les rapports traditionnels de l'exploitation familiale isolée et en concurrence avec les autres. Le paysan reste donc un grave danger pour la construction de l'économie socialiste, à laquelle seul un grand développement de la force productive et de la technique agricole pourra l'intéresser.

D'après Lénine, sur le plan tactique et organisationnel le prolétariat agricole ne possédant pas de terre (journaliers agricoles) doit être considéré et encadré de la même façon que le reste du prolétariat; avec le paysan pauvre soit parce qu'il cultive seul son lopin soit parce que ce lopin

---

<sup>55</sup> Thème déjà traité par Bordiga en 1921 dans *La question agraire: Eléments marxistes du problème* (cf. *Scritti*, vol.5, p.393-451).

victime de certains rapports capitalistes et, en même temps, ceux d'exploiteur de main-d'œuvre. Ces derniers caractères sont prééminents [chez] le paysan riche, ennemi direct de la révolution. L'Internationale doit éviter les fautes de l'application de la tactique dans la question paysanne. En France, par exemple, nous avons vu se former une tendance à concevoir une révolution originale des paysans, placée au même niveau que celle des ouvriers, ou bien la thèse que la mobilisation révolutionnaire des ouvriers peut être déterminée par une insurrection de la campagne, ce qui est contraire au rapport exact des forces<sup>56</sup>.

Le paysan acceptant le programme des communistes et susceptible d'être organisé politiquement doit devenir membre du parti communiste. Par cela, on empêchera la formation de partis paysans, tombant inévitablement sous

est insuffisant, on doit conclure une alliance, alors qu'on doit purement et simplement neutraliser le paysan moyen, à la fois victime de certains rapports capitalistes et exploitateur de main-d'œuvre; enfin le paysan riche, chez qui ce dernier caractère prédomine, est un ennemi direct de la révolution. Dans sa tactique agraire, l'Internationale doit éviter les erreurs d'application qui se sont déjà dessinées, par exemple dans le parti français, et qui consistent à croire que les paysans puissent faire une révolution originale qui serait à placer au même rang que la révolution ouvrière ou encore que la mobilisation révolutionnaire des ouvriers puisse être déterminée par une insurrection née dans les campagnes, alors que le rapport réel est inverse.

Le paysan gagné au programme des communistes et donc susceptible d'être un militant politique, doit adhérer au parti communiste. C'est le seul moyen de combattre la formation de partis exclusivement paysans

---

<sup>56</sup> La question agraire dans le PCF a déjà donné lieu à des controverses qui jetaient un doute sur les positions doctrinales au sein même de la direction du parti. Nous citerons une intervention de Trotsky: „Le camarade Renaud Jean [le principal responsable français à la question agraire] a écrit contre l'idée du front unique basée sur le mot d'ordre : journée de 8 heures et lutte contre la baisse des salaires. (...) La durée du travail ou les salaires, cela n'intéresse pas les paysans. Avec ce mot d'ordre, on ne peut pas faire grand'chose en France » commente Trotsky ironiquement. Et d'ajouter que le plus dangereux, c'est quand cette idéologie petite-bourgeoise est présentée sous les dehors d'un verbalisme révolutionnaire : on dit que (Trotsky désigne à nouveau les thèses adverses) « les revendications immédiates, c'est le réformisme. Or, nous [les révolutionnaires à la Renaud Jean] voulons une révolution complète et intégrale, et pour la réaliser, il faut gagner les paysans d'abord. » (Discours de Trotsky devant le Comité Exécutif de l'I.C., le 8 juin 1922). Ceci rejoint ce que dénonce la *Plateforme* quatre ans plus tard – la conception répandue en France d'une « révolution originale des paysans ».

l'influence de la contre-révolution.

Le Krestintern doit englober les organisations de paysans, semblables aux syndicats prolétariens, en acceptant les adhésions de tous ceux qui se trouvent dans une certaine position économique. La tactique des négociations politiques avec les partis paysans et de la constitution de fractions dans leur sein, même afin de les démolir, est à repousser.

Cela n'est pas contraire aux rapports établis entre bolchéviks et social-révolutionnaires pendant la période de la guerre civile, et quand déjà existaient les nouvelles institutions représentatives du prolétariat et des paysans.

inévitables influençables par la contre-révolution.

L'Internationale paysanne doit rassembler les organisations paysannes de tous les pays caractérisées, comme les syndicats ouvriers, par le fait de regrouper tous ceux qui ont les mêmes intérêts économiques immédiats. Là aussi, la tactique des négociations politiques, du front unique politique et du noyautage des partis paysans, même pour les saper de l'intérieur, doit être repoussée.

Cette règle tactique n'entre pas en contradiction avec les rapports qui s'établirent entre bolcheviks et socialistes-révolutionnaires pendant la guerre civile, alors que les nouvelles institutions représentatives des ouvriers et des paysans existaient déjà.

## 10. QUESTION NATIONALE

Sur le mouvement des populations des pays coloniaux et de quelques pays exceptionnellement arriérés, Lénine a également apporté des clartés nécessaires<sup>57</sup>. Même avant la maturité des rapports de l'actuelle lutte des classes, développée par les facteurs économiques indigènes aussi bien que par les nouveaux facteurs importés par l'expansion du capitalisme, se posent des revendications qui ne sont solubles que par une lutte insurrectionnelle, et par la défaite de l'impérialisme mondial.

Lénine a également éclairci d'une façon fondamentale la théorie du mouvement populaire dans les pays coloniaux et dans certains pays exceptionnellement arriérés. Alors que le développement économique interne ou l'expansion du capitalisme étranger n'ont pas encore fourni les bases de la lutte de classe moderne dans ces pays, la satisfaction des revendications qui s'y posent exige une lutte insurrectionnelle et la défaite de l'impérialisme mondial. A l'époque de la lutte pour la révolution

---

<sup>57</sup> Cf. *Statuts et résolutions de l'Internationale communiste adoptés par le deuxième congrès de l'IC*, op. cit., "Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales", p.87-99.

Quand cette maturité sera complète, la lutte pourra se déchaîner, à l'époque de la révolution prolétarienne. Elle aura pourtant non les aspects d'un conflit de classes, mais de races et de nationalités. Dans la conception de Lénine, la direction de la lutte mondiale par les organes du prolétariat révolutionnaire, [l'incitation à]<sup>58</sup> la lutte de classe dans les milieux indigènes, la constitution et le développement indépendant du Parti Communiste local sont fondamentales. Cette évaluation des rapports avec les mouvements nationaux [si on l'étend à des] pays où le régime capitaliste et l'appareil étatique bourgeois ont été déjà constitués, représente un danger, en ce que la question nationale et l'idéologie patriotique [y] sont des expédients contre-révolutionnaires pour le désarmement du prolétariat. Par exemple, nous pouvons relever ces déviations dans les notoires concessions de Radek aux nationalistes allemands, qui luttaient contre l'occupation interalliée<sup>59</sup>. En Tchécoslovaquie, le mot

prolétarienne dans les métropoles, la réalisation complète de ces deux conditions permet le déchaînement dans ces pays d'un combat qui, toutefois, prendra localement l'aspect d'un conflit non pas de classes mais de races et de nationalités. Les idées fondamentales de la conception léniniste restent toutefois que la lutte mondiale doit être dirigée par les organes du prolétariat révolutionnaire, et que la lutte de classe dans les zones indigènes, ainsi que la constitution et le développement indépendant des partis communistes locaux, doivent être encouragés, et jamais retardés ou étouffés. L'extension abusive de ces considérations à des pays où le régime capitaliste et l'appareil d'État bourgeois existent depuis longtemps constitue un danger; en effet, la question nationale et l'idéologie patriotique jouent dans ce cas un rôle directement contre-révolutionnaire en détournant le prolétariat de sa lutte de classe. De telles déviations se sont manifestées,

---

<sup>58</sup> Dans le texte: la provocation de...

<sup>59</sup> Karl Radek, *Schlageter, le Marcheur du Néant*, Discours prononcé lors d'une session du Comité exécutif élargi du Komintern (20 juin 1923), paru dans le journal *Rote Fahne* le 26 juin 1923. Bordiga, dans un article de la revue *Prometeo* du 15 avril 1924, analyse la situation en ces termes : "Le problème de la révolution à Berlin ne peut être appréhendé qu'en le rapportant, d'une part, et c'est réconfortant, à Moscou, mais d'autre part aussi à Paris et à Londres. Les forces fondamentales sur lesquelles il faut compter pour contrecarrer l'entente capitaliste entre l'Allemagne et ses alliés sont, non seulement l'État soviétique, mais aussi, au premier plan, l'alliance du prolétariat allemand avec celui des pays occidentaux. C'est un facteur si important pour le développement révolutionnaire mondial que c'est une très grave erreur de le compromettre, à un moment difficile pour l'action révolutionnaire en France et en Angleterre, en faisant, ne serait-ce qu'en partie, de la question de la révolution allemande une question de libération nationale, même à un niveau qui excluerait la collaboration avec la grande bourgeoisie. (...) L'aide de la petite bourgeoisie allemande (qu'il est certes bon d'utiliser avec d'autres tactiques que celle du "bolchevisme national", eu égard à la situation de ruine

d'ordre de l'Internationale devait être la suppression de toute forme d'organisation causée par dualisme national, car les deux races sont à la même hauteur historique et le milieu économique commun tout à fait évolué.

L'élévation à la hauteur d'un principe de la lutte des minorités nationales par elles-mêmes est une déformation de la conception communiste. C'est par des considérations très diverses que l'on peut distinguer si une lutte pareille présente des possibilités révolutionnaires.

par exemple, dans les concessions faites par Radek aux nationalistes allemands luttant contre l'occupation interalliée. En Tchécoslovaquie, de même, l'Internationale a pour tâche d'effacer tout reflet du dualisme national dans l'organisation prolétarienne, les deux races étant au même niveau historique et le milieu économique qui leur est commun tout à fait évolué.

Élever la lutte des minorités nationales prise en elle-même à la hauteur d'un principe est donc déformer la conception communiste, car pour discerner si une telle lutte offre des possibilités révolutionnaires ou si elle se développera de façon réactionnaire, il faut de tout autres critères.

## 11. QUESTION RUSSE

La façon dont a été posée la nouvelle politique économique dans l'Etat russe ressort très claire, surtout du discours de Lénine en 1921, et du rapport de Trotsky au 4<sup>e</sup> Congrès mondial<sup>60</sup>. Etant

Dans l'Internationale Communiste, l'importance de la nouvelle politique économique de l'État russe, telle qu'elle ressort surtout du discours de Lénine en 1921 sur l'impôt en nature et du rapport

---

économique des classes moyennes) serait complètement annulée dans une situation où Paris et Londres se sentiraient à l'intérieur les mains libres pour agir outre-Rhin : cela ne peut être empêché que par l'approche internationaliste du problème révolutionnaire allemand. C'est plutôt en France qu'il faut s'inquiéter davantage de l'attitude des classes petites-bourgeoises, qu'une aggravation du nationalisme allemand mettrait à la merci des bourgeoisies locales : et l'on peut en dire de même de l'Angleterre où le Labour se montre ouvertement nationaliste, maintenant qu'il est au gouvernement, au nom et dans l'intérêt de la bourgeoisie britannique. » (*Le communisme et la question nationale*, in *Scritti*, vol. 8, p. 422-23).

<sup>60</sup> Cf. Lénine, *L'impôt en nature* (*Oeuvres*, t.32); en ce qui concerne le discours de Trotsky au 4<sup>e</sup> congrès de l'IC, on peut se référer au rapport sur l'histoire de la Gauche à la réunion de Florence de novembre 1965 : *Le puissant discours de Trotsky au IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste (1922) sur la politique économique de la Russie soviétique et les perspectives de la révolution mondiale* (n<sup>os</sup> 6 à 10 d'*Il Programma comunista*, 1966).



données les prémisses de l'économie russe et le fait que, dans les autres pays, la bourgeoisie reste au pouvoir, on n'aurait pu poser d'autre façon, au point de vue marxiste, la perspective du développement de la révolution mondiale et de la construction de l'économie socialiste. Les graves difficultés de la politique gouvernementale russe dans les rapports intérieurs des forces sociales, et dans les problèmes de la technique productive, ainsi que dans les rapports avec l'étranger, ont donné lieu à des différends successifs au sein du P.C.R. Sur de tels différends, il faut surtout déplorer que le mouvement communiste mondial n'ait pas trouvé le moyen de se prononcer avec plus de sérieux et d'autorité.

Dans la première discussion avec Trotsky, étaient indubitablement justifiées les considérations de ce dernier sur la vie intérieure du parti et sur son cours nouveau. Nettement prolétariennes et révolutionnaires étaient également ses considérations sur le développement de la nouvelle politique économique de l'Etat pris dans son ensemble <sup>61</sup>. Dans la deuxième discussion, les réflexions de Trotsky sur les fautes de l'Internationale et la

de Trotsky au IVe Congrès mondial, est bien évidente. Étant données les conditions de l'économie russe et le fait que la bourgeoisie reste au pouvoir dans les autres pays, des marxistes ne pouvaient pas poser autrement la question de la perspective de développement de la révolution mondiale et de la construction de l'économie socialiste. Les graves difficultés politiques causées à l'État russe par les rapports sociaux à l'intérieur du pays, par les problèmes de la technique productive et par les rapports avec l'étranger ont donné lieu à une série de divergences au sein du Parti Communiste Russe. A propos de ces divergences, on doit avant tout déplorer que le mouvement communiste international n'ait pas été en mesure de se prononcer de façon plus fondée et avec plus d'autorité.

Dans la première discussion, les considérations de Trotsky sur la vie intérieure du parti et sur son "cours nouveau" étaient indubitablement justes, et ses observations sur le développement de la politique économique de l'État étaient dans l'ensemble nettement prolétariennes et révolutionnaires. Dans la seconde discussion, les considérations de Trotsky sur les erreurs de l'Internationale n'étaient pas moins justifiées et il

---

<sup>61</sup> La première discussion mentionnée ici fut déclenchée par deux lettres de Trotsky au Comité Central, l'une datée du 8 octobre 1923, l'autre ("Le Nouveau Cours") du 8 décembre 1923. S'étant abstenu d'aborder les questions brûlantes au 12<sup>e</sup> congrès du PCR (avril 1923), Trotsky aborde dans ces deux lettres d'abord la grave crise économique de l'URSS, puis le régime d'oppression et de persécution des membres de l'opposition dans la direction du parti, qui avait pris des proportions dévastatrices.

démonstration que la meilleure tradition bolchevique n'est pas en faveur des thèses prévalant dans la direction du Comintern, n'étaient pas moins justifiées. Les effets du débat au sein du parti furent artificiels et non spontanés, à cause de la méthode bien connue de placer au premier plan l'intimidation antifractionniste, et bien pis encore, anti-bonapartiste, campée absolument dans le vide<sup>62</sup>.

Quant à la dernière discussion, il faut tout d'abord remarquer qu'elle consiste en problèmes internationaux, que le fait de se prononcer sur elle-même, de la part d'une majorité du Parti Communiste Russe, ne peut être allégué comme un argument contre la discussion et la délibération dans l'Internationale, même si l'opposition vaincue renonce à une telle requête.

Comme dans d'autres cas, la procédure et la discipline étouffent la substance de la discussion. Il ne s'agit pas de la défense des droits outragés d'une minorité, laquelle, au moins par ses chefs, partage la même

démontra bien que la meilleure tradition bolchevique ne militait pas en faveur de la façon dont le Komintern était dirigé. Au sein du parti, ce débat a eu un écho déformé et artificiel parce que, selon la méthode désormais bien connue, c'est l'anti-fractionnisme qui a été mis au premier plan, et pire encore, un anti-bonapartisme ne répondant absolument à rien.

Quant à la discussion toute récente, elle porte sur des questions de nature internationale; le fait que la majorité du Parti Communiste Russe se soit déjà prononcée ne peut donc servir d'argument pour empêcher l'Internationale d'en débattre et de se prononcer à son tour, même si l'opposition russe battue a renoncé à l'exiger, ce qui ne change absolument rien au problème

Comme dans d'autres cas, les questions de procédure et de discipline servent à étouffer les questions de fond. Ce qui est en cause ici, ce n'est pas la violation des droits d'une minorité dont les chefs, sinon la base, partagent la

---

<sup>62</sup> La deuxième confrontation, la dite «Controverse littéraire», a eu lieu dans le contexte de la catastrophe allemande de 1923. La direction de l'Internationale avait nié toute implication, en rejetant la responsabilité sur la direction du KPD, qui se défendait en disant avoir agi conformément aux directives de l'Internationale. La polémique est déclenchée en octobre 1924 par la publication des *Leçons d'octobre* (préface à son *1917*, 3<sup>e</sup> volume d'une édition russe complète), où Trotsky examine les conditions que l'organisation du parti doit remplir pour être à la hauteur de sa tâche historique dans une phase où le développement historique met la prise du pouvoir et l'insurrection à l'ordre du jour. La direction répondit par une campagne sordide contre le "trotskysme", utilisant à cette fin systématiquement et tendancieusement toutes les disputes passées entre Lénine et Trotsky. Ce fut le prélude à la persécution sanglante de l'opposition internationaliste en Russie et au triomphe de la thèse stalinienne du "socialisme dans un seul pays", officiellement adoptée en 1926.

responsabilité des nombreuses fautes de l'Internationale, mais il s'agit de questions vitales pour le mouvement mondial. La question russe doit être posée dans les termes suivants : Dans l'économie russe on rencontre, d'après Lénine, des éléments prébourgeois, bourgeois, tel que le capitalisme d'Etat, et socialistes ; la grande industrie nationalisée et socialisée sous la direction de l'Etat politiquement prolétarien. La distribution de ses produits se fait dans la forme capitaliste, c'est-à-dire par le mécanisme du marché libre. On ne saurait nier que ce système maintient les ouvriers dans une condition économique peu florissante. Il évolue en même temps que s'effectue un accroissement de la plus-value, ce qui peut se faire grâce aux prix des denrées alimentaires payés par les ouvriers, aux prix payés par l'Etat et aux conditions obtenues par l'Etat dans les achats, les concessions, le commerce et tous autres rapports avec le capitalisme étranger.

Il faut aussi poser la question : savoir s'il y a progression ou recul des éléments socialistes dans l'économie russe, et ce problème se pose comme un problème de rendement technique et de bonne organisation de l'industrie de l'Etat. Il faut affirmer impossible dans un seul pays l'édification du socialisme

responsabilité des nombreuses erreurs commises sur le plan international, mais des questions vitales pour le mouvement communiste mondial. La question russe doit être posée devant l'Internationale pour une étude complète. Les termes en sont les suivants : dans l'économie russe actuelle se mêlent, selon Lénine, des éléments pré-bourgeois, bourgeois, de capitalisme d'Etat et de socialisme. La grande industrie étatisée est socialiste dans la mesure où elle obéit aux impératifs productifs de l'Etat qui est un Etat politiquement prolétarien. La distribution de ses produits s'opère toutefois sous une forme capitaliste, c'est-à-dire par le mécanisme du libre marché concurrentiel. On ne peut pas nier en principe que ce système maintienne les ouvriers dans une situation économique peu brillante, mais qu'ils acceptent par conscience révolutionnaire, car c'est effectivement le cas. On ne peut pas davantage exclure que cette situation évolue dans le sens d'une extorsion croissante de plus-value au travers du prix payé par les ouvriers pour les denrées alimentaires et du prix payé par l'Etat dans ses achats, ainsi que des conditions obtenues par lui dans les concessions, le commerce et tous les rapports avec le capitalisme étranger.

C'est ainsi qu'il faut poser la question de savoir si les éléments socialistes de l'économie russe progressent ou reculent, question qui inclut aussi celle du rendement technique et de la bonne organisation de l'industrie d'Etat . La construction du socialisme intégral étendu à la production comme à la

intégral dans la production et la distribution de l'industrie et de l'agriculture<sup>63</sup>. Un progressif développement des éléments socialistes dans l'économie russe est, au contraire, possible. Ce serait la faillite du plan contre-révolutionnaire qui compte sur les paysans riches et la nouvelle bourgeoisie et petite-bourgeoisie, et les puissances capitalistes.

Ce plan peut prendre, soit la forme d'une agression à l'intérieur, soit la forme contre-révolutionnaire d'une absorption progressive de la vie sociale et gouvernementale russe, pour la préparer à une évolution qui lui fera perdre ses caractères prolétariens. La lutte contre ce danger ne peut se dérouler avec succès que par la contribution de tous les partis de l'Internationale.

Il s'agit surtout d'assurer à la Russie prolétarienne et au Parti Communiste Russe le soutien actif et énergique de l'avant-garde prolétarienne des pays impérialistes. Il ne faut pas que ces derniers agissent seulement dans le sens d'empêcher les agressions et d'exercer une pression en faveur des rapports des Etats bourgeois avec la Russie, mais surtout que les partis frères apportent leur collaboration à la solution des problèmes du P.C.R. Ils n'ont pas, c'est vrai, une expérience directe des problèmes du pouvoir, mais

distribution, à l'industrie comme à l'agriculture, est impossible dans un seul pays. Un développement progressif des éléments socialistes de l'économie russe, supposant la faillite des plans contre-révolutionnaires qui tablent sur des facteurs internes – paysans riches, nouvelle bourgeoisie et petite-bourgeoisie et externes – puissances impérialistes –, reste toutefois possible.

Que ces plans prennent la forme d'une agression intérieure et extérieure, ou d'un sabotage et d'un infléchissement progressifs de la vie sociale et de l'État russes, qui les contraignent à une lente involution au terme de laquelle ils auraient perdu leurs caractères prolétariens, dans tous les cas l'étroite collaboration et la contribution de tous les partis de l'Internationale est une condition fondamentale du succès

Il s'agit surtout d'assurer à la Russie prolétarienne et au parti communiste russe le soutien actif et énergique de l'avant-garde prolétarienne, celle des pays impérialistes surtout. Non seulement les agressions doivent être empêchées et une pression doit être exercée sur les États bourgeois en ce qui concerne leurs rapports avec la Russie, mais surtout il faut que le parti russe soit aidé, dans la résolution de ses problèmes, par les partis frères. Il est vrai que ceux-ci ne possèdent pas une expérience directe des problèmes de

---

<sup>63</sup> Les jours-mêmes où Bordiga écrivait ces pages, Staline publiait en Russie *Les Questions du léninisme*, où il soutenait désormais ouvertement la thèse de la construction du socialisme dans un seul pays – thèse déjà diffusée dans la polémique contre Trotsky à l'automne 1924.

malgré cela, ils apporteront là un élément prolétarien et révolutionnaire dérivé directement de la réalité de la lutte des classes.

Par ce que l'on vient d'affirmer, ou voit que les rapports intérieurs [dans] l'Internationale ne correspondent pas à cette tâche. Des modifications urgentes sont nécessaires, surtout dans le sens contraire aux exagérations d'organisation, tactiques et politiques, de la soi-disant bolchevisation.

La dernière discussion de l'Exécutif élargi et les systèmes<sup>64</sup> qui y ont prédominé ne sauraient représenter, même dans les promesses faites, un progrès vers ces modifications, plus que jamais nécessaires. Sur ce terrain, ainsi que sur les autres, notre critique est à maintenir intégralement.<sup>65</sup>

gouvernement, mais ils contribueront malgré cela à leur solution en apportant un coefficient classiste et révolutionnaire dérivant directement de la lutte de classe réelle qui se déroule dans leurs pays respectifs.

Comme nous l'avons montré plus haut, les rapports établis à l'intérieur de l'Internationale Communiste ne se prêtent pas à cette tâche. Un changement s'impose donc d'urgence, pour réagir surtout aux excès provoqués par la "bolchevisation" dans les domaines de l'organisation, de la tactique et des positions politiques.

### III. — QUESTIONS FRANÇAISES<sup>66</sup>

(Dans cette partie des thèses, nous allons suivre le même plan [que celui] de la "Résolution sur la question française" adoptée par la dernière session du Comité Exécutif élargi de l'Internationale Communiste<sup>67</sup>, bien que la disposition de ce

---

<sup>64</sup> Comprendre : les positions politiques et doctrinales.

<sup>65</sup> Ce passage ne se trouve pas dans la version italienne originale. Etant donné l'allusion à « la dernière discussion de l'Exécutif élargi », il y a tout lieu de penser qu'il s'agit d'un ajout de Bordiga.

<sup>66</sup> On peut s'assurer que Bordiga est l'auteur de ce texte en en confrontant le contenu au discours qu'il a prononcé devant la Commission française de l'Exécutif élargi le 6 mars 1926; nous en donnerons en note quelques exemples. Nous reproduisons donc en appendice le contenu du sténogramme relatant ce dernier discours.

<sup>67</sup> Cf. *La Correspondance internationale*, n. 64, 25 mai 1926, pp. 702-712, ainsi que les *Cahiers*

document ne soit pas la plus parfaite.)

## 1. LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Le développement économique de la France après la grande guerre est caractérisé par l'industrialisation accélérée et le type du grand capitalisme. La situation actuelle est une situation de crise, qui se manifeste par l'inflation et par les difficultés du budget de l'Etat. Cette crise n'est pas encore une crise de la production et de l'industrie en général, mais elle ne manquera pas de le devenir dans quelque temps. Pour le moment, le renchérissement de la vie atteint durement les classes moyennes, qui auparavant jouissaient en général d'une situation favorable, et le prolétariat qui voit baisser progressivement le niveau réel des salaires. Mais à présent et pour une période ultérieure dont il n'est pas possible d'apprécier la longueur, la classe ouvrière ne souffrira pas du chômage; on peut constater partout la présence en France de larges masses d'ouvriers étrangers. Sans prévoir un développement gigantesque de l'inflation et la chute désastreuse du franc, on doit s'attendre [cependant] à l'ouverture de la période de chômage qui aggravera davantage la situation de la classe ouvrière<sup>68</sup>.

## 2. LA SITUATION POLITIQUE

L'évolution économique de l'après-guerre qui vient d'être indiquée ne doit pas être considérée comme le passage de la domination politique des couches petites-bourgeoises à celle de la grande bourgeoisie.

Le régime politique parlementaire est un régime parfaitement capitaliste et correspondant aux intérêts de la grande bourgeoisie mieux qu'à ceux de toute autre

---

*du bolchévisme*, n°47, 15 avril 1926. La *Résolution sur la question française* fait partie des *Thèses* adoptées par le 6<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'IC. D'après André Ferrat (*Histoire du PCF*, p.182), « tout le congrès [de Lille, juin 1926] s'est tenu sur la base de la résolution du VI<sup>e</sup> Exécutif. On pourrait même lui reprocher de s'être trop borné à répéter purement et simplement, et à embrouiller même quelquefois, les analyses déjà faites (...) ». Les *Questions françaises* en suivent le plan, ce qui veut dire qu'elles sont effectivement, en grande partie, une réfutation presque point par point des thèses politiques sur lesquelles se fonde la *Résolution*. Nous mettrons en valeur dans les notes cette "correspondance" entre ces deux textes dont l'un codifie le marxisme révolutionnaire, l'autre l'opportunisme déjà solidement ancré dans l'IC.

<sup>68</sup> La *Résolution* concluait un exposé particulièrement long sur la situation économique par des considérations qui se distinguent par leur optimisme : « Tout cela crée une situation extrêmement instable pour les classes dirigeantes de France. (...) Tout ceci montre que la France va vers une profonde crise révolutionnaire dans laquelle il peut se produire des accalmies provisoires, mais le sens général de l'évolution va vers une solution de la crise par des moyens extra-parlementaires et extra-légaux » (op. cit., p. 955).

classe et couche sociale. La politique née du passage du second Empire à la troisième République, pour ne pas remonter plus loin, ne peut pas être interprétée comme la victoire de la petite bourgeoisie, mais constitue une base solide pour le développement capitaliste impérialiste moderne. Le schéma représentant la lutte parlementaire entre le Bloc National et le Cartel des Gauches comme le conflit pour le pouvoir entre la grande bourgeoisie et les classes moyennes est faux, ces dernières étant incapables de posséder un régime politique indépendant, et le Parlement n'étant pas, pour la critique marxiste, le lieu où des classes différentes perdent ou gagnent le pouvoir, mais au contraire l'organe propre pour l'exercice et la défense du pouvoir de la bourgeoisie capitaliste<sup>69</sup>.

Le phénomène politique du libre jeu parlementaire des partis démocratiques et radicaux ne correspond pas à une espèce d'abdication politique de la classe capitaliste, mais plutôt à une phase et à une allure particulière de son action contre la classe prolétarienne et le danger révolutionnaire. En cette phase, l'arme principale de cette lutte est la subordination de l'idéologie ouvrière à des formules et des organisations qui sont le produit original des milieux petit-bourgeois, mais en réalité correspondent aux buts et à la manœuvre de la classe capitaliste dirigeante, solidement installée non seulement dans une majorité parlementaire, mais à la tête de toute la machine de l'Etat.

Cette méthode n'est pas la seule méthode de lutte de la bourgeoisie, et il est très possible que, la crise économique s'élargissant, et une offensive patronale se dessinant, on constate un changement complet de programme dans le domaine politique. Cette phase de politique de droite pourra présenter des analogies avec le fascisme italien, et certainement l'appréciation de l'expérience italienne est très utile pour l'analyse de la politique française actuelle. Il est maintenant clair pour l'Italie que les explications du fascisme comme la lutte [interne à]<sup>70</sup> la bourgeoisie étaient fausses. Le fascisme d'un côté n'était pas une réaction des grands propriétaires

---

<sup>69</sup> Voici ce que dit la *Résolution* : « La vieille France démocratique se développant paisiblement dans les cadres du régime parlementaire fait place à une nouvelle France avec des conflits de classe aigus, avec une rapide radicalisation des couches ruinées de la population (...). [La grande bourgeoisie] se trouve encore gênée par l'ancienne forme parlementaire, basée sur la domination des partis politiques qui sont le reflet des anciens rapports économiques du pays. Ces partis, qui prirent naissance dans la France d'avant-guerre, (...) ne correspondent plus aux intérêts actuels du capital concentré. De là proviennent les tentatives du gros capital de soumettre définitivement le Parlement à ses intérêts ou bien de briser la résistance de la petite bourgeoisie et de ses partis politiques et de résoudre le conflit social par des moyens extraparlimentaires. (...) C'est justement dans le fait que le rôle économique très amoindri de la petite bourgeoisie ne correspond pas à son influence politique qu'il faut chercher la source de la crise parlementaire permanente » (*Cahiers du bolchévisme*, n°47, p. 952-953).

<sup>70</sup> Dans le texte : de l'intérieur de...

fonciers contre les patrons industriels, étant donné que ceux-ci sont aujourd'hui les véritables maîtres du gouvernement fasciste, et de l'autre côté le fascisme n'est pas un mouvement politique original se basant sur les classes moyennes, car elles se sont laissées mobiliser par les hautes couches bourgeoises, dans l'intérêt de ces [dernières], et sous leur direction absolue. Mais le fascisme italien ne s'explique pas non plus comme la cessation d'une domination petite-bourgeoise personnifiée par Nitti, Giolitti, etc. Ceux-ci, aussi bien que les fascistes, étaient liés au capitalisme, et leur politique, défensive mais habile, contre la vague révolutionnaire, était la préparation du triomphe fasciste.

Les diverses conditions qui ont donné naissance au fascisme en Italie se vérifient en France à des degrés bien différents. Nous avons en France une idéologie patriotique et une tradition de victoire militaire très nettes, bien que sur une base politique plus large due aux souvenirs d'une droite monarchiste et catholique. Nous avons aussi des précédents du passage de leaders révolutionnaires, le plus souvent à tendance anarchisante, au drapeau de la réaction. Nous avons encore une crise économique qui s'avance, et qui suggère à la bourgeoisie une concentration de forces défensives, de même qu'elle ébranle les couches sociales moyennes et tire de leur sein une foule de déclassés offrant la possibilité de grands groupements des éléments humains dans des organisations nouvelles. S'il y a tout cela, d'un autre côté il manque une condition fondamentale, c'est-à-dire le fait d'une grande menace révolutionnaire, d'une offensive prolétarienne qui [donnerait] à la classe bourgeoise l'impression de se trouver au bord de l'abîme, non seulement par la force des contradictions internes de son régime, mais aussi [par celle] de l'attaque débordante des exploités.

Tout cela ne s'étant pas encore vérifié comme en Italie en 1919, nous ne pouvons pas affirmer que "le fascisme est là"<sup>71</sup>, et les manifestations et organisations à type fasciste qui viennent de se présenter, si elles méritent toute notre attention, doivent jusqu'à présent être considérées comme purement embryonnaires. Au cours de la crise, nous avons tout le droit de nous attendre [à ce] qu'avant ce réveil belliqueux du capitalisme qu'est le fascisme, le prolétariat se réveille de son côté, imposant son hégémonie à ces facteurs de second ordre que sont les classes moyennes, et conduisant son attaque avec plus de succès que la classe ouvrière italienne.

En tout cas il doit être bien clair que si le fascisme surgit, il ne sera pas la même chose que le retour au pouvoir de la droite traditionnelle et poincariste<sup>72</sup>, mais une

---

<sup>71</sup> Slogan lancé par la direction du parti sous Treint (qui a succédé à Frossard en janvier 1923, et restera jusqu'en décembre 1925). D'après André Ferrat, « on ira même jusqu'à adopter envers le Bloc des gauches une politique électorale opportuniste sous le prétexte qu'il faut diriger tous les coups contre le fascisme. (...) Et l'on se préoccupe de la façon la plus opportuniste d'organiser un "Bloc antifasciste" sans principe » (op. cit., p.158-159).

<sup>72</sup> Président de la République française pendant toute la durée de la guerre, Raymond Poincaré



forme nouvelle, qui unira aux procédés bien connus de la violence réactionnaire et de suppression des pseudo-libertés publiques, des procédés nouveaux, empruntés aux leçons de l'histoire et de la lutte des classes, en doublant la machine d'Etat [par des] organisations extra-légales de combat, en utilisant quelques-unes des ruses démagogiques de la politique de "gauche" démocrate et social-démocrate.

Ce qui est essentiel, c'est de comprendre que le plan fasciste est [en premier lieu]<sup>73</sup> un plan contre le prolétariat et la révolution socialiste, que c'est donc aux ouvriers de devancer ou de repousser son attaque. C'est une conception erronée que de considérer le fascisme comme une croisade contre la démocratie bourgeoise, l'Etat parlementaire, les couches petites-bourgeoises et leurs hommes et partis politiques tenant la barre du pouvoir. Le schéma faux de la situation française et de sa perspective consiste dans la "guerre sainte" qui serait déclenchée contre le "danger" fasciste par la "démocratie" et son dernier mannequin, le Bloc des Gauches, en mobilisant les forces de l'Etat contre les premières forces fascistes "illégales". Selon cette idée, le prolétariat ne devrait que donner l'alarme, prendre "l'initiative" — en voilà un mot à la mode<sup>74</sup> — de cette lutte antifasciste, se battre avec les autres pour défendre les avantages d'un gouvernement "de gauche", considérer comme but victorieux la faillite du fascisme en France, en [se] réservant d'autres actions et d'autres conquêtes, à lui seulement, comme un deuxième acte de la lutte, comme l'effet d'une prétendue stratégie qui ferait dévoiler à ses alliés de l'antifascisme, mais — entendons-nous bien ! — seulement après-coup, l'arrière-pensée de conquérir le pouvoir pour lui-même, la revendication de sa dictature...<sup>75</sup>

---

(1860-1934) revint au pouvoir une première fois en 1922-1924, ordonnant l'occupation de la Ruhr. C'est encore lui que l'on rappellera au pouvoir en juillet 1926, pour succéder au "Cartel des gauches" avec un cabinet "d'Union nationale", avec l'"opposition loyale" du parti socialiste.

<sup>73</sup> Dans le texte: *en première ligne*.

<sup>74</sup> Mot effectivement très prisé dans les "résolutions" du parti ou de l'IC, dans lesquelles il offre un substitut inoffensif et peu compromettant à celui de "direction" de la lutte.

<sup>75</sup> La *Résolution* dit en effet : « Le Parti et la C. G. T. U. doivent mener une campagne pour la dissolution de ces ligues [fascistes] en s'efforçant d'y faire participer la C.G.T. réformiste ainsi que les ouvriers socialistes » (op. cit., p. 963). Et surtout, elle renvoie avec insistance à la Conférence des 1er et 2 décembre 1925 et à sa *Lettre ouverte à tous les membres du Parti* qui développe en ces termes la question du fascisme: « C'est (...) en appliquant exactement la tactique de l'Internationale que, dans ses dernières propositions de Front unique contre le fascisme (...), le parti a appelé les masses à lutter sur un programme concret et limité de revendications immédiates. (...) Avec une telle politique, le parti pourra mener les masses à la lutte victorieuse contre le fascisme, en faisant la propagande idéologique la plus claire (par exemple: (...) démonstration que le fascisme veut, en réalité, vendre l'économie nationale et asservir les travailleurs à l'étranger) » (*L'Humanité*, 6 décembre 1926). Comme le disait doctement Humbert-Droz dans son rapport : « La lettre ouverte que cette conférence du parti

Les choses sont bien autrement. Si le fascisme nous menace de près en France, ce sera parce que la révolution prolétarienne menacera la France bourgeoise droitière et démocratique tout à la fois. En ce moment là sans doute, les couches moyennes joueront un rôle, mais dans le sens qu'elles se rangeront [derrière] celle des deux classes ennemies qui saura se montrer la plus forte et la plus capable de vaincre et de réorganiser, selon son programme historique, la vie sociale. La défense d'un *statu quo* ou bien l'expression d'antifascisme négatif à la place de l'anticapitalisme positif<sup>76</sup>, sous prétexte de [rendre populaire]<sup>77</sup> *avant* — avant quoi ? — le parti prolétarien, sont, dans une telle situation décisive, tout simplement réactionnaires.

### 3. LE ROLE DU PROLÉTARIAT ET DU PARTI

Malgré toutes les tirades sur la France petite bourgeoise et paysanne, la classe ouvrière française, par son importance numérique et par ses traditions historiques, est l'élément central de la situation actuelle et de la lutte sociale. L'expérience des erreurs de l'opportunisme social-démocrate et aussi du syndicalisme anarchiste est en France bien [assez] riche pour donner des bases [en premier lieu]<sup>78</sup> à la réorganisation des forces révolutionnaires dans le parti communiste et sous la direction de celui-ci.

La tactique démocratique, comme la tactique fasciste du capitalisme, ont un but commun : éviter par tous les moyens l'action générale, unique, de la classe ouvrière sur toutes les questions soulevées par les situations: car dans ce cas les armes défensives de l'Etat bourgeois peuvent se révéler insuffisantes. [Par action] unique de la classe ouvrière il faut entendre non le lieu commun d'un bloc de différentes organisations et mouvements politiques avec une direction centrale mixte et fictive, mais l'entrée en lutte du prolétariat dans toutes les villes et les villages, sans exceptions de catégories et de métiers: ce mouvement pouvant vaincre seulement si on parvient à l'animer par un programme unique et précis sous la direction d'un vrai parti révolutionnaire.

Pour atteindre ce résultat capitaliste, le Bloc des Gauches ménage des

---

a adressée aux membres du P. C. F. permettait diverses interprétations » (*Cahiers du bolchévisme*, op. cit., p. 965).

<sup>76</sup> "Antifascisme négatif" et "anticapitalisme positif" sont ici deux formules qui condensent ce qui a été développé dans le paragraphe précédent, à savoir le schéma opportuniste en deux phases, ou mieux, en deux "actes", la première étant la "faillite du fascisme", la seconde le dévoilement après-coup, à des "alliés" supposés, d'une "arrière-pensée de conquérir le pouvoir..."

<sup>77</sup> Dans le texte : *populariser*.

<sup>78</sup> Dans le texte : pour donner des bases à la réorganisation des forces révolutionnaires de première ligne dans le parti communiste...

arrangements législatifs qui atténuent l'impression produite sur les masses par les épisodes et les tournants aigus de la crise, et à l'aide du parti socialiste et de la C.G.T. réformiste il fait ce qu'il peut pour [circonscrire]<sup>79</sup> et isoler les conflits soulevés par les revendications prolétariennes.

Le Bloc fasciste de demain [s'attachera] à cette besogne par une méthode différente, mais en complétant cette première manœuvre. Il s'efforcera de démolir le réseau d'organisations ouvrières, en frappant localité par localité avec des bandes armées qui sèmeront la terreur, en provoquant des luttes syndicales partielles offensives par branches d'industries successives et isolées. Si ce plan réussissait, les syndicats tomberaient l'un après l'autre, l'annulation des contrats de travail se renforçant de licenciements en masse, et [la mobilisation]<sup>80</sup> professionnelle et territoriale pour une direction commune de l'action ouvrière viendrait à manquer.

#### LES CONDITIONS ACTUELLES NOUS SONT FAVORABLES POUR AGIR DANS LE SENS OPPOSÉ

Le chômage [n'a] pas encore commencé et les menaces contre les contrats syndicaux et les conditions de travail ne s'appuient pas sur une augmentation appréciable de l'offre de main d'œuvre par rapport à la demande. Nous ne sommes donc pas dans une conjoncture économique favorisant la dissolution de l'organisation ouvrière.

La première tâche pour exploiter la crise dans un sens révolutionnaire et lutter contre le fascisme de toute sorte, est de défendre et d'étendre l'organisation ouvrière. Les syndicats, c'est un fait notoire, ne regroupent qu'une minorité de la classe ouvrière, même dans les centres les plus industriels. Le parti communiste doit lutter contre cet état de choses en travaillant à la réorganisation et au recrutement syndicaux. Il doit soutenir le principe de l'organisation syndicale nationale unique, et faire tout le possible, dans les faits, pour avoir sur cette organisation unique le maximum d'influence.

Le parti doit envisager une action générale prolétarienne contre l'offensive patronale, demain fasciste, dans laquelle les plus larges masses entreront en lutte, — la direction de la lutte étant assurée [par le] parti communiste et soustraite ainsi au danger bien connu d'une révocation par en haut de l'ordre de mouvement —; le moment de l'action [sera] choisi après l'étude de la situation et surtout avant qu'une action bourgeoise de grand style se développe par la terreur locale ou par la défaite syndicale d'importantes catégories, l'intervention prolétarienne n'étant effectuée ni trop tard ni prématurément en la subordonnant aux exigences du jeu parlementaire.

---

<sup>79</sup> Dans le texte : *localiser*.

<sup>80</sup> Dans le texte : *l'engagement*.

C'est seulement sur cette base solide: action générale de la classe ouvrière, forte organisation syndicale, influence décisive du parti communiste, que peuvent et doivent être résolus les problèmes de la mobilisation des alliés du prolétariat parmi les paysans pauvres et les autres couches exploitées.

#### 4. L'ACTION DU PARTI DANS LE PASSÉ ET SES FAIBLESSES

Le mouvement ouvrier français a des défauts traditionnels bien connus contre lesquels devait réagir la formation, après la guerre, du P.C. adhérant à la III<sup>e</sup> Internationale. Mais le P.C.F. n'a pas été et n'est pas ce qu'il devait être. Les causes en sont indiquées dans les critiques générales développées dans ce qui a été dit à propos de la politique et de la tactique de l'IC. La constitution du Parti se fit à Tours sur des bases trop larges. On avait cru qu'en héritant [d'un peu plus d']éléments<sup>81</sup> de l'ancien parti opportuniste, on aurait plus vite conquis une influence décisive en France. On sait que le bilan est défavorable: sans les succès que l'on s'attendait à enregistrer, sans la disparition du parti socialiste, nous avons vu une série de crises au sein du parti, dont il serait inutile de répéter l'histoire.

Tel qu'il est aujourd'hui, le parti communiste français laisse beaucoup à désirer dans sa préparation idéologique marxiste, dans son organisation intérieure, dans sa politique, dans la formation surtout d'un centre dirigeant, capable d'interpréter les situations et leurs exigences, de donner des mots d'ordre justes à l'ensemble du parti, de réaliser avec celui-ci une bonne liaison réciproque. Il n'y a pas lieu de s'étonner si, malgré les plans les plus rusés, il ne progresse pas en influence et surtout en sérieuse influence révolutionnaire dans les masses.

Le dernier Comité Exécutif Elargi de l'IC. s'est occupé largement des "erreurs" de la direction du P.C.F. dans la dernière période, qui ont été qualifiées d'erreurs gauchistes<sup>82</sup>. Il s'agit en réalité d'erreurs opportunistes et droitières, ce qui n'est nullement contredit par l'usage du verbalisme révolutionnaire jouant un rôle très large dans cette série de bêtises. C'est dans la politique du centre français qu'on trouve une sorte de "maximalisme"<sup>83</sup> consistant, entre autres, à considérer la révolution imminente comme un beau cadeau que le généreux prolétariat de France fera un jour aux leaders communistes. La maladie opportuniste évidente dans le parti français

---

<sup>81</sup> Dans le texte : en héritant un peu plus des éléments...

<sup>82</sup> La *Résolution* parle d'"erreurs ultra-gauches".

<sup>83</sup> « Nous pensons que la révolution c'est un bon cadeau, une tradition héroïque, on va descendre dans la rue. Comment se présente cette révolution? C'était l'attitude des maximalistes qui tentaient toujours la révolution. Mais quand on demandait: Êtes-vous prêts pour cette révolution? Alors c'était le vide complet. Cet automatisme était basé sur le vide. » (Bordiga, Discours au CEIC, devant la Commission française, le 6 mars 1926)

n'est pas venue du dehors en s'appuyant sur une aile extrême du parti, mais elle a son siège justement dans l'appareil central du parti et dans ses groupes dirigeants. La cause de cette maladie doit être recherchée dans une large mesure dans cette méthode mauvaise du Comintern, par laquelle on veut souvent remplacer la formation de la doctrine et des cadres du parti par des brevets donnés d'en haut d'une manière artificielle et bureaucratique. Par cette méthode, la sélection des chefs du parti s'est faite à l'envers, non moins que son éducation et son entraînement révolutionnaire.

Le mauvais régime intérieur toléré et soutenu dans le parti a entravé la lutte contre la méfiance traditionnelle des ouvriers français à l'égard de l'action politique et des partis. Les déviations du Comintern en matière de tactique et ses interprétations contradictoires du front unique, ont empêché la liquidation des déviations nettement "maximalistes" représentées par Renoult (Daniel) en 1921<sup>84</sup>. Pour les mêmes motifs le parti français n'a pas encore établi une politique juste sur la question des rapports avec les syndicats et sur la question paysanne, malgré l'admirable travail dont le camarade Trotsky avait jeté les bases dans les Congrès internationaux<sup>85</sup>, en réagissant

---

<sup>84</sup> Pour comprendre ce jugement de Bordiga à propos de Daniel Renoult (1880-1958), on peut se reporter à un rapport de Bordiga sur le congrès de Marseille adressé au CE de l'IC et daté du 14 janvier 1922. « Il ressort de toutes ces conversations [sur la tactique du front unique] que les camarades français manquaient à ce propos de toute préparation et beaucoup d'entre eux avaient la certitude que les suggestions de l'Internationale tendaient à ramener "plus à droite" le parti français ». Une motion présentée par Renoult en sous-commission disait en substance que le parti français « repousse la tactique du front unique qui l'amènerait à un rapprochement avec les dissidents de Tours, devenus de véritables agents de la bourgeoisie... ». « Nous démontrâmes que cela constituait une définition absurde de la tactique de l'Internationale, qu'il était inadmissible de juger avec cette légèreté une grave question d'ordre international, et nous expliquâmes longuement à ces camarades la signification de la tactique de l'Internationale Communiste, des luttes pour les revendications immédiates et pour soustraire les masses à l'influence des opportunistes. Renoult et quelques autres n'étaient pas convaincus, ils répondaient qu'ils étaient "intransigeants" et qu'ils étaient pour "la préparation révolutionnaire du communisme" en nous laissant comprendre que tout plan d'action tel qu'il était esquissé par nous tombait dans le réformisme. Quoique je me permis de déclarer que je n'exposais pas seulement les opinions du C.E., mais que je formulais dans les mêmes temps mes opinions personnelles, ces camarades restèrent convaincus que nous étions des "opportunistes de droite" venus secouer leur sévère intransigeance. » Par ailleurs « il nous fut impossible de faire lâcher prise aux "extrémistes" de la Seine dans leur campagne contre le monstrueux danger du "centralisme oligarchique" ». (Texte publié en français pour la première fois, à notre connaissance, dans la revue *Programme communiste* n°102, février 2014 ; cf. *Scritti*, vol. 6, p. 327-336).

<sup>85</sup> Voir par exemple *Le parti français devant l'Internationale* (rapport de Trotsky au IV<sup>ème</sup> congrès mondial, 1<sup>er</sup> décembre 1922).

contre l'ensemble des préjugés petits-bourgeois, social-démocrates, anarchistes, dont le mouvement français était pourri, et qui nous menacent aujourd'hui encore.

## 5. LE PARTI ET LES SYNDICATS

La liaison correcte entre le parti communiste et les syndicats a été sans doute bien formulée maintes fois dans les textes. Mais les résultats de l'application demeurent négatifs. C'est que l'on s'y est très mal pris, en voulant accélérer peut-être le succès, en substituant à la formation d'une conscience et d'une pratique marxiste nouvelle, une série de négociations et de ménagements mettant en danger les principes, avec les hommes et les groupements de l'ancien syndicalisme qui paraissaient plus [proches de]<sup>86</sup> nos directives, mais qui en réalité ne s'adaptaient nullement d'une manière sérieuse au mouvement communiste dont [on escomptait]<sup>87</sup> le succès rapide. C'est pourquoi la solution des rapports entre parti et syndicat continue d'osciller à travers des compromis et des contradictions, comme d'ailleurs sur le terrain international. Sans posséder en France une organisation syndicale en fait dirigée [de façon sûre] par les communistes, nous sommes passés par la scission syndicale<sup>88</sup>, et le nombre des ouvriers organisés reste tout à fait insuffisant.

Le parti doit avant tout soutenir sérieusement l'unité syndicale, l'organisation syndicale unique, sans conditions préalables visant les rapports officiels du syndicat et du parti. Sur ce terrain nous serions amenés à reconnaître que le syndicat reste "au-dessus" des partis, que la lutte des courants d'opinion politiques dans son sein est un "mal", un facteur négatif qu'il faut s'engager mutuellement à éliminer, ce qui [serait] contraire à notre tâche et à la nécessité révolutionnaire. Notre but doit être l'unité d'organisation syndicale, sans aucune formule de liaison officielle entre les organes syndicaux et le parti, mais avec un solide réseau de fractions communistes dans toute l'organisation syndicale, la soumission absolue au parti de ce réseau et de ces fractions, et la lutte pour que ces fractions deviennent la majorité, et confient les fonctions syndicales à des communistes appliquant strictement la politique du parti dans le travail syndical. Cette tâche ne doit pas être comprise comme une conquête de leaders, de fonctionnaires syndicaux et de bureaux syndicaux existants. Le personnel syndical traditionnel doit être, par l'œuvre du parti, élargi et renouvelé; avant de conquérir les secrétaires et même les syndiqués il s'agit d'organiser les ouvriers, de former des chefs syndicaux par le travail des communistes, par l'initiative

---

<sup>86</sup> Dans le texte : plus concluants avec...

<sup>87</sup> Dans le texte : dont ils escomptaient...

<sup>88</sup> Allusion à la création de la CGTU qui s'est déroulée par étapes durant le dernier trimestre de 1921. Un congrès des organisations exclues par la direction de la CGT se tint à Paris du 22 au 24 décembre; aucun compte rendu officiel n'en a été publié. Le premier Congrès de la CGTU se tiendra à Saint-Etienne du 25 juin au 1er juillet 1922.

du parti, qui ne mettra pas [en] avant son étiquette mais montrera sa volonté de travailler pour la plus large organisation et la plus large action économique des travailleurs. Les Comités d'unité prolétarienne ne doivent pas être la base d'une nouvelle organisation en dehors et du parti et des syndicats, et ils ne doivent pas présenter l'unité comme conditionnée par l'acceptation de programmes communs sur tous les problèmes par les communistes, socialistes, syndicalistes, anarchistes, etc..., sans quoi on ne fera point de pas vers l'unité, mais vers le confusionnisme.

## 6. LA TACTIQUE DU PARTI

Il est évident que dans une situation qui peut être considérée comme le prologue de la situation révolutionnaire, le parti doit s'efforcer d'élargir son influence sur les masses. Il doit donc relier sa politique aux revendications qui intéressent les travailleurs et les plus larges masses exploitées.

Mais la possibilité de compter, pour la lutte finale, sur la mobilisation aussi de certaines couches des classes moyennes ne doit pas nous suggérer une politique qui, par des formules équivoques sur la lutte et la solution du problème de l'Etat et de ses institutions, en séduisant peut-être des éléments petits-bourgeois (très dangereux d'ailleurs quand ils se voient désillusionnés par les faits), ferait perdre au prolétariat et au parti lui-même la notion claire du développement de la lutte et la ferme volonté de balayer les obstacles se présentant au tournant décisif, quand il s'agira de vaincre et de briser la machine de l'Etat bourgeois et de combattre les institutions politiques propres de la domination bourgeoise.

La soudure entre la lutte des ouvriers et celle des petits paysans et autres couches exploitées, de même qu'avec les populations opprimées par l'impérialisme, se pose historiquement pour le léninisme et ne se réduit pas à une espèce de vaine croisade pour "tous les affamés, tous les pauvres, tous les souffrants". Les revendications de ces alliés du prolétariat sont incompatibles avec la domination politique bourgeoise, elles ne peuvent être satisfaites que par des moyens de lutte dépassant les moyens légaux. En propageant cela, nous pouvons amener ces classes à se ranger aux côtés du prolétariat, en leur présentant celui-ci, ce qu'il est en effet, comme la seule force capable de briser le cercle de fer. Mais si nous faisons [de] l'agitation pour une action commune des ouvriers et des paysans ou encore des petits bourgeois des villes, en ne proclamant pas que l'alliance proposée ne peut être réalisée qu'en dehors des cadres du pouvoir bourgeois et par la lutte révolutionnaire et la guerre civile, alors nous tombons directement dans l'opportunisme.

Sans répéter ici ce qui est dit largement dans la partie générale, il s'ensuit qu'il faut mettre de côté le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, compris comme une solution pacifique et parlementaire, qui se distinguerait comme une troisième solution de celles du bloc de droite et du Cartel des gauches. Laisser dans l'incertitude

la portée de cette malheureuse formule, ce n'est pas remédier à la critique qu'on vient d'en faire, mais l'aggraver dans ses conséquences. Il faut dire que la solution politique présentée par le parti communiste est la dictature du prolétariat, et une alliance avec d'autres couches exploitées ne se réalisant jamais au parlement avec les partis soi-disant représentant ces couches, jamais dans un Cartel de partis politiques à organes dirigeants mixtes, mais dans les luttes de rue, dans les démonstrations de masses, dans la grève générale, dans la révolte armée, et sur le terrain de la convocation des Soviets quand le moment de lancer un tel mot d'ordre sera venu.

Nous devons attirer l'avant-garde des ouvriers et même des rares représentants d'autres couches sociales qui sont sur notre terrain dans les rangs du parti et sous son influence, et ne pas nous proposer la formation d'ailes gauches communistes dans le parti socialiste, ou dans des partis politiques petits-bourgeois des villes et des campagnes.

Les revendications compatibles avec l'ordre social capitaliste doivent être soutenues, mais en présentant leur satisfaction comme la tâche des organisations économiques et syndicales.

Les revendications théoriquement compatibles avec le régime bourgeois, mais rendues impossibles par le développement de la crise, doivent [faire] l'objet d'une critique intense dans l'agitation du parti, mais ne pas devenir son programme de par le seul fait que les bourgeois de gauche et les social-traîtres les abandonnent : il faut montrer la faillite de toutes les garanties politiques et sociales que le régime actuel prétendait offrir aux travailleurs, mais ne pas prendre [à] notre compte ce qui reste de cette banqueroute avec son bilan désastreux, sous prétexte de nous rendre populaires aux petits-bourgeois désillusionnés. Le marxisme fut de leurs illusions le premier destructeur, il ne peut pas en tenter le sauvetage lorsqu'elles sombrent sans gloire, mais en profiter pour passer à ses propres solutions révolutionnaires. Le petit-bourgeois convaincu que sa démocratie ne valait rien et qu'il faut se tourner vers une dictature révolutionnaire ou crever de faim à la merci des hauts profiteurs, devra être notre allié: mais cela ne veut pas dire que pour nous faire des alliés coûte que coûte nous ramènerons en arrière les ouvriers communistes, sur un terrain de compromis et d'illusions stériles et défaitistes.

Quant aux revendications qui sortent nettement des cadres de l'ordre présent, y compris celles qui intéressent les paysans et les peuples opprimés, il faut les formuler ouvertement comme le programme de la dictature du prolétariat.

A quoi se réduit la tactique soi-disant bolchéviste à la mode? A taire les moyens nécessaires à une conquête donnée qui pourraient effrayer certains éléments pour mettre en avant la conquête elle-même, en se promettant, une fois celle-ci acceptée comme tâche par de nombreux suiveurs, de faire comprendre par quelle méthode il



faut y arriver. C'est du pur pré-marxisme [de] type utopiste, [consistant]<sup>89</sup> à élaborer des beaux projets de réorganisation sociale, sans rien dire et rien préparer comme moyens historiques de réalisation. Et on ne peut pas dire que si les pauvres bougres ramassés un peu partout, des ronds de cuir aux boutiquiers, des petits rentiers aux retraités, ne savent pas comment les choses se passeront, nous le savons pour eux. Nous qui? Le prolétariat industriel, le parti, l'état-major de celui-ci? C'est encore une preuve profonde d'antimarxisme que de s'imaginer que ces "personnes" et ces "sujets" peuvent rester exempts de toute corruption en dirigeant leur manœuvre compliquée.

La tactique du parti doit donc se baser:

- sur une proposition formelle d'action prolétarienne générale (grève générale) pour une série de revendications économiques: respect des contrats de travail, des huit heures, des salaires réels, etc.. etc...;

- sur une agitation et une préparation visant ouvertement à la mobilisation progressive de la classe ouvrière française et des larges masses ruinées par la crise autour du programme de la lutte révolutionnaire, de la république des conseils et de la dictature du prolétariat. Ceci doit être affirmé non seulement dans les textes théoriques et de propagande pure, mais dans toutes les manifestations politiques. Quand un problème nouveau divise les partisans de la politique [de] droite fasciste et ceux du cartellisme de gauche, le parti communiste ne se bornera pas à "choisir" ce qu'il faut soutenir, mais se présentera comme le troisième facteur préconisant une solution indépendante et opposée aux deux premières.

Si par exemple des actes de terreur fascistes se produisent, la gauche demandant l'intervention légale contre les "criminels" et la droite s'y opposant, le parti communiste devra soutenir dans la presse, au Parlement et partout la lutte directe antifasciste des ouvriers, leur armement, leur encadrement militaire, la réponse par la violence à la violence. En même temps il proclamera que la "légalité" n'étranglera pas le fascisme, et que le tournant décisif sera celui où le prolétariat aura affaire à l'un et à l'autre des deux partis.

On peut se rappeler deux faits dans l'expérience italienne : le "pacte de pacification" avec les fascistes signé en 1921 par ceux mêmes qui préconisaient la non-

---

<sup>89</sup> Dans le texte: *correspondant*.

résistance et l'intervention de la loi contre le *manganello*<sup>90</sup> — la faillite de l'Aventin<sup>91</sup> et l'erreur du parti communiste de s'être pratiquement, à certains moments décisifs, confondu avec lui, malgré une critique théorique froide n'atteignant pas les grandes masses.

Au lieu d'une campagne pour la dissolution des ligues fascistes par l'Etat, on fera donc une campagne pour la lutte des ouvriers contre ces ligues et contre les bandes armées. On devra se rappeler que lorsque le gouvernement, sous le prétexte de "l'ordre", proclamera des mesures pour le séquestre des armes et des munitions et l'interdiction des défilés militaires, les fascistes garderont leurs armes et leur encadrement contre un prolétariat qui restera pris au piège du désarmement et de la dissolution officiellement réclamés.

Il faut [profiter du]<sup>92</sup> temps que la situation française nous laisse encore pour nous organiser politiquement, syndicalement, militairement, et aussi pour nous armer idéologiquement non moins que matériellement.

## 7. LA SITUATION INTÉRIEURE DU PARTI

Nous avons déjà dit notre pensée sur le groupe ou les groupes dirigeants du parti. Une analyse ultérieure de leurs conflits intérieurs n'amènerait rien d'utile, car il s'agit

---

<sup>90</sup> La matraque. Ont signé le pacte, le 3 août 1921, les organisations suivantes : le parti fasciste, la direction du parti socialiste, le groupe parlementaire socialiste, la direction de la Confédération Générale du Travail. Dès l'annonce des pourparlers, le Comité exécutif du PC d'Italie envoya à la direction du parti socialiste le télégramme suivant : « Pour couper cours à toute utilisation arbitraire de votre part du nom de notre parti, nous vous communiquons officiellement et directement (...) que nous ne participerons à aucune réunion de partis ayant pour but la pacification ou le désarmement. » (27 juillet 1921)

<sup>91</sup> Cf. dans les *Questions italiennes*, le chapitre sur "L'œuvre politique de la direction actuelle du parti" : « La direction commit une erreur en abandonnant le Parlement et en participant aux premières réunions de l'Aventin alors qu'elle aurait dû rester au Parlement, y faire une déclaration de lutte politique contre le gouvernement et prendre aussi immédiatement position contre le préalable constitutionnel et moral de l'Aventin, qui détermina l'issue de la crise à l'avantage du fascisme. Il n'est pas exclu que les communistes auraient pu en venir à abandonner le Parlement. Mais ils l'auraient fait en donnant à cette démarche leur physionomie propre et seulement lorsque la situation leur aurait permis d'appeler les masses à l'action directe. C'était alors un moment où se décident les développements ultérieurs d'une situation; l'erreur fut donc fondamentale et décisive pour apprécier les capacités d'un groupe dirigeant. Elle conduisit à une utilisation très défavorable à la classe ouvrière de l'affaiblissement du fascisme d'abord, puis de la faillite retentissante de l'Aventin. » (*Défense de la continuité du programme communiste*, op. cit., p. 140).

<sup>92</sup> Dans le texte : il faut gagner tout le temps que...

trop souvent de pure concurrence personnelle.

Le malaise dans le parti découle en première ligne du malaise dans l'Internationale et du mauvais régime intérieur de celle-ci. Le système des cellules s'est prêté en France [plus] qu'ailleurs à une véritable stagnation de la masse du parti [quant aux]<sup>93</sup> contributions d'opinion et de travail des militants. Ces conséquences viennent aggraver les défauts connus du mouvement communiste en France. Mille arguments de détail montrent le mauvais résultat de cette ainsi dite bolchevisation.

Différents groupements d'opposition ont surgi dans le parti. Dans la résolution du C.C.E. de l'I.C., on fournit une vraie anthologie des blasphèmes de la droite et on l'indique comme le foyer de la corruption et de la dégénérescence du parti. Cette critique est pour les trois-quarts une critique vaine.

Il y avait un peu nécessité d'ériger la droite française en fantôme<sup>94</sup> pour atténuer la pression des coups portés sur la gauche internationale. L'opportunisme et le liquidationnisme dans le parti français, il fallait les dénicher ailleurs. La droite en réalité est l'union de différents mécontentements dans lesquels il y avait bien souvent quelque chose de bon et d'utile. Certaines réactions saines à la mauvaise marche du parti pouvaient être, [en s'y prenant tout autrement]<sup>95</sup>, utilement [acceptées]<sup>96</sup> parmi ces manifestations, et beaucoup d'entre elles venaient de la meilleure source prolétarienne.

Ceci n'empêche pas qu'il soit indispensable de critiquer la ligne politique et idéologique des différents groupes composant la droite. Le groupe de la *Révolution prolétarienne* soutenant un retour à la doctrine syndicaliste pure, doit être très sérieusement combattu par une critique vigoureuse et claire. Mais il reste à faire au parti français bien des efforts pour avoir la possibilité de mener avec succès une telle critique. Les thèses des rédacteurs de la *R.P.*, en fait d'interprétation économique comme de "praxis" prolétarienne, sont foncièrement erronées et dangereuses.

Quant au groupe ainsi dit de Loriot<sup>97</sup>, on a tort de faire fi de ses traditions

---

<sup>93</sup> Dans le texte : à la fin de toute...

<sup>94</sup> On peut comprendre la phrase ainsi: il était au fond nécessaire de faire de la droite dans le parti français un spectre – menace omniprésente, donc imprévisible et aux contours indéfinissables – afin de rendre tolérables les coups portés contre la gauche internationale. Voir le passage correspondant du discours de Bordiga devant la Commission française: « On ne peut dire que la droite en France est un bloc qui représente le danger de pénétration de la petite-bourgeoisie dans le parti ».

<sup>95</sup> Dans le texte : par une bien autre attitude...

<sup>96</sup> Dans le texte : *choisies*.

<sup>97</sup> Fernand Loriot (1870-1932) fut secrétaire du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, puis membre

révolutionnaires prolétariennes et de son adhésion spontanée aux directives du communisme dans la France empoisonnée des années de guerre, et de le confondre avec une manifestation de petits-bourgeois intellectuels, etc... Une grande partie de ce que ce groupe disait du cours intérieur dans le parti et des excès de bureaucratisme et soi-disant centralisme était juste. Mais il faut le combattre dans ses solutions tactiques, dans sa proposition de front unique politique avec la social-démocratie, erreurs graves, mais qui [dans une] large mesure tirent leur origine des absurdités stratégiques préconisées par la direction du parti pendant [l'année] 1925 et du désarroi dans lequel le parti était ainsi jeté.

Pour Souvarine et le *Bulletin Communiste*<sup>98</sup>, les précédents auraient dû conseiller<sup>99</sup> à ceux qui avaient une certaine responsabilité de modérer les termes. Les excès polémiques de Souvarine, pour graves qu'ils étaient, ne fournissaient pas la preuve que l'homme qui autrefois avait représenté en France toute l'autorité de Moscou fût devenu un agent provocateur bourgeois. Ces excès sont plutôt le point d'arrivée d'une rupture avec certains systèmes de [pression] et d'étouffement constituant le mauvais cours intérieur actuel, et qui semble ne vouloir connaître que l'adhésion aveugle ou le blasphème scandaleux. Au-dessus de la personne de Souvarine et de l'équité de la première mesure prise contre lui en 1924, il [n'aurait] pas été sérieux que le Comintern reprît parmi ses chefs l'expulsé d'hier<sup>100</sup> : ce qui est malheureux, c'est que le sort de

---

du premier comité directeur du parti communiste. Bordiga rencontra Lorient au congrès de Marseille (déc. 1921). « Il m'a fait l'impression d'un homme affaibli et incapable de lutter sérieusement contre une situation qu'il juge malheureuse. » (Rapport au CE de l'IC du 14 janvier 1922, op. cit.). Lorient démissionna du Comité directeur à l'occasion de la crise provoquée par la non réélection, à ce dernier, de Boris Souvarine.

<sup>98</sup> Souvarine dirigeait la revue du Parti *Bulletin communiste* avant sa destitution en mars 1924.

<sup>99</sup> On pourrait comprendre cette phrase ainsi : les mérites antérieurs de Souvarine auraient dû inciter les responsables à modérer leurs termes.

<sup>100</sup> Cf. *V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste – Compte rendu analytique* (Paris, 1924), chap. des *Séances de l'Exécutif Elargi*. La première séance (12 juin 1924) s'ouvre en présence de Souvarine. « La délégation française déclare que Souvarine ne représente nullement l'opinion du parti français » et « propose à l'EE de décider que Souvarine (...) ne participera aux débats de l'EE qu'avec voix consultative ». Zinoviev: « La proposition d'enlever à Souvarine sa voix délibérative est contraire aux statuts ». Rimmelé (délégué du parti allemand): « Je suis contre l'avis de Zinoviev. Le parti français a le droit de rappeler son représentant à l'Exécutif ». Radek: « Rimmelé connaît mieux le règlement du Reichstag que les statuts de l'Internationale. Les membres de l'Exécutif, élus par le Congrès mondial, ne représentent pas leur propre parti. Le parti français ne peut retirer à Souvarine sa voix délibérative ». Boukharine va dans le même sens: « L'Exécutif, corps élu par le Congrès, ne représente pas des partis. Accepter la proposition française serait faire un pas en arrière. » L'affaire Souvarine est renvoyée en commission (p. 341-343). A la deuxième séance (le 12 juillet), Ercoli [Togliatti] et Bordiga « demandent les circonstances atténuantes: le parti français se trouvait dans un état où la discipline était

Souvarine n'a pas été décidé en conséquence de ce principe, mal accepté ou ridiculisé dans nos [rangs]<sup>101</sup>.

Le règlement de la situation intérieure dans le parti français ne se conçoit que comme une conséquence de la solution de ce problème dans l'Internationale, [solution] qui, malgré certains engagements pris dans la dernière session du C.E.E., ne paraît pas très avancée.

Ce ne sera pas par un optimisme obstiné et prétentieux qu'on résoudra [ni] même que l'on cachera les difficultés d'une telle situation.

C'est aux ouvriers français, aux militants communistes, dévoués et sérieux, de poser et d'imposer [la résolution de] ce problème et d'apporter des contributions sérieuses à l'amélioration du régime intérieur dans le parti.

---

relâchée en général et où l'on faisait de la politique personnelle ». La proposition de la commission est adoptée contre les cinq voix de la délégation italienne (p. 349-350). « (...) la Commission propose au Comité Exécutif de l'IC: 1. De donner satisfaction à la demande d'exclusion de Souvarine déposée par la délégation du Parti communiste français au V<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste ; 2. De laisser à la section française de l'Internationale Communiste le droit de proposer au VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste la réadmission de Souvarine dans le Parti, s'il montre entre-temps une conduite loyale vis-à-vis du Parti et de l'Internationale Communiste » (p. 464).

<sup>101</sup> « Dans l'Exécutif Elargi immédiatement après le 5<sup>e</sup> congrès, j'étais contre l'exclusion de Souvarine, mais pour la même raison je serai aujourd'hui contre sa réintégration, parce que j'ai l'opinion qu'elle est impossible (...). C'est l'Internationale elle-même qui s'amointrit aux yeux du prolétariat français. Aujourd'hui, on renvoie des chefs du Parti, et après on va les ramasser. (...) Il y a d'autres exemples qui prouvent qu'on ramassera ce qu'on a brisé. Qu'est-ce que le prolétariat va penser de l'état-major que nous lui fournissons? Cela n'est pas fait pour inspirer confiance au prolétariat, et le persuader du rôle idéologique du Parti, parce qu'il y a un manque de continuité dans ce domaine » (Discours de Bordiga du 6 mars 1926 devant la Commission française, op. cit.).

## Annexe 1

### **Discours de Bordiga au VIème Plenum de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste, devant la Commission française, le 6 mars 1926**

COMMISSION FRANÇAISE

Séance du 6 mars 1926

BORDIGA <sup>102</sup>

[61] Seulement quelques observations.

La question des perspectives a été présentée de la manière la plus claire dans le discours du camarade Zinoviev et je suis d'accord avec ce qu'il dit des perspectives au point de vue économique.

Je n'accepte pas, d'ailleurs, l'analyse politique qui est commune à l'exposé du camarade Zinoviev<sup>103</sup> et [à celui] du camarade Staline<sup>104</sup>, surtout en ce qui concerne le rôle des classes moyennes par rapport à la crise parlementaire qui se développe en France.

Je trouve qu'en Italie aussi, dans la période qui a précédé la prise du pouvoir par les fascistes, on a surestimé l'importance de la crise parlementaire et du changement de gouvernement parlementaire bourgeois, très fréquent, comme un symptôme de l'affaiblissement de l'appareil d'Etat bourgeois et la possibilité d'un assaut révolutionnaire de la part de la classe ouvrière.

En France, la situation est beaucoup plus favorable, plus éloignée d'un grand mouvement du prolétariat qu'elle ne l'était en Italie quand nous avons constitué le

---

<sup>102</sup> Discours de Bordiga – en français – à la Commission française du CE de l'IC. Extrait du *Sténogramme de la 6<sup>e</sup> séance de la commission française du 6<sup>e</sup> Plenum élargi du CEIC: suite de l'examen du rapport sur la situation du PCF*, séance du 6 mars 1926, RGASP1, f. 495, op. 164, d. 313, p.61-67. (In Fonds français de l'Internationale Communiste 1917-1947, <http://pandor.u-bourgogne.fr>).

<sup>103</sup> Discours de Zinoviev au Comité Exécutif Élargi, 2<sup>ème</sup> séance du 20 février 1926. Cf. pour une version abrégée, *La correspondance internationale*, n°30, 9 mars 1926 ; version complète dans les *Cahiers du bolchévisme*, n°47, 15 avril 1926, p.887-930. Pour la partie traitant de la situation en France, à laquelle fait référence Bordiga, cf. p.266 du journal ; p.903-05 et 923-24 de la revue.

<sup>104</sup> Staline prononça un discours devant la même Commission, dans la même séance que Bordiga.

parti communiste et quand la situation a marché vers la route absolue de la contre-révolution bourgeoise. A cet effet, un certain danger se présente devant le parti, qui consiste dans l'attitude des classes moyennes. On dit: nous avons en France une crise qui porte non seulement sur le prolétariat, mais sur toutes les classes moyennes de la campagne et de la ville, et nous devons exploiter le mécontentement et l'émotion de ces classes. C'est parfaitement vrai. Nous devons tâcher d'exploiter contre la grande bourgeoisie cette agitation, cette émotion des couches sociales intermédiaires. Si dans cette appréciation du rôle des classes moyennes, on [leur] attribue la responsabilité définitive qui [soit] au-dessus de la nôtre et de laquelle nous attendions le déclenchement d'une action possible, alors c'est un plus grand danger auquel nous nous exposons.

[62] C'est un fait très intéressant et peu agréable pour la cause de la bourgeoisie en France, que les paysans s'ébranlent et qu'à Paris les petits commerçants font des démonstrations; c'est très bien que le parti communiste s'occupe de tout cela.

Nous n'avons pas encore la possibilité d'une mobilisation fondamentale de la classe ouvrière de la part de notre parti. La solidité intérieure de notre parti, l'homogénéité des forces au point de vue idéologique, la capacité de manoeuvre de notre parti, le fait que notre parti a un encadrement défavorable dans les syndicats, que les syndicats révolutionnaires eux-mêmes ne groupent qu'une petite partie du prolétariat, tous ces facteurs font que nous avons une position tout à fait défavorable.

En ce moment, nous voyons les classes moyennes se mettre en marche et nous nous apprêtons à organiser de grandes manoeuvres vis-à-vis des efforts que ces classes moyennes feront. Or le problème de l'exploitation du mouvement des classes moyennes est le problème de l'encadrement de ces classes moyennes par le prolétariat et le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, les classes moyennes ne pouvant jouer historiquement un rôle autonome. C'est la bourgeoisie qui les encadrera contre nous.

Je n'accepte pas l'analyse du camarade Zinoviev quand il attribue au mouvement politique du Bloc des Gauches un rôle de représentation tout à fait directe de la moyenne et petite bourgeoisie, et quand il pense que ce qui se passe sur le terrain parlementaire va nous donner la possibilité de manoeuvres. Il faut remarquer qu'en Italie, le fascisme a réalisé la mobilisation des classes moyennes contre le prolétariat sur la scène parlementaire. Le groupe fasciste n'était représenté que par 35 députés, et au moment où le fascisme a pris le pouvoir, il n'avait que cette représentation à la Chambre. Il n'y a pas eu la nécessité de rompre [avec] le Parlement pour s'installer au pouvoir. Vous voyez comme la scène parlementaire peut nous tromper sur l'appréciation des forces. En réalité il y a eu un double jeu. C'est le parti de gauche

qu'on a [ ]<sup>105</sup> comme représentant [63] de la bourgeoisie. Ils<sup>106</sup> ont joué un rôle défaitiste vis-à-vis de la réaction bourgeoise qui s'organisait. Une première manœuvre a servi [à] attaquer le prolétariat et [a] préparé le terrain pour la deuxième phase. Après quoi, ils se sont effacés [de] la scène parlementaire. Quand le gouvernement fasciste s'est installé au pouvoir, il a obtenu à la Chambre la majorité sur tout ce qu'il a demandé.

En France, nous avons une situation tout à fait différente au point de vue objectif. Evidemment, l'appréciation: "le fascisme est là"<sup>107</sup>, est complètement fautive. Nous avons encore la liberté de propagande et d'organisation du prolétariat, la crise économique n'apporte pas encore le chômage; alors nous avons une situation beaucoup plus favorable que la situation en Italie en 1921, quand pratiquement le fascisme a commencé à nous attaquer; nous n'avions pas de possibilités de travail pratique et il y avait déjà un fort chômage dans l'industrie. Or il faut profiter en France de ce temps qui est devant nous, mais en profiter en comptant surtout sur une mobilisation autonome de la classe ouvrière par les syndicats et les régions du parti communiste, et compter sur les classes moyennes comme sur un allié accessoire que nous pourrions utiliser. Mais il faut savoir que les classes moyennes n'ont pas le rôle essentiel, qu'elles sont dominées par le prolétariat; il est possible que nous ayons une grande mobilisation contre la réaction en France, contre le fascisme qui se permet de venir s'installer dans le pays des traditions de 89. Mais si nous attendons un changement de scène, nous assisterons à un changement de la classe moyenne qui se tournera vers notre adversaire.

Je suis pessimiste sur la classe moyenne des villes comme sur la petite paysannerie. Mais nous devons envisager les dangers possibles. Elles ne peuvent pas être des classes révolutionnaires et une perspective de l'ordre rétabli les attire toujours. Et quand nous montrerons la moindre faiblesse, la grande bourgeoisie aura la possibilité de réaliser leur mobilisation et leur encadrement à son service.

[64] [C'est seulement sur la base de] cette appréciation [que] nous pouvons réaliser un plan de travail de notre parti.

Avant tout, nous devons organiser l'intensité du travail syndical, ce qui, je pense, manque dans la tradition française; il faut que l'on considère les syndicats comme

---

<sup>105</sup> L'espace vide entre crochets renvoie à un terme marqué comme manquant dans le sténogramme.

<sup>106</sup> Il s'agit bien sûr du parti de gauche.

<sup>107</sup> Slogan lancé par le PC sous la direction de Treint. Cf. Note 71.

<sup>108</sup> Peut se comprendre ainsi : ... que l'on doit prendre en considération, dont il faut tenir compte.



quelque chose qui existe et dont on doit prendre l'appréciation<sup>108</sup>, parce que l'ensemble des fonctionnaires syndicaux dans le parti ne veut pas de la tutelle du parti sur les syndicats. C'est juste qu'il ne faut pas poser ouvertement la question de la tutelle du parti sur les syndicats.

[Ce n'est] pas la tradition en France que les camarades membres du Parti politique créent les syndicats, portent les camarades à adhérer aux syndicats, [fassent] des réunions posant les revendications économiques pour résoudre les problèmes. Le Parti ne joue aucun rôle dans le recrutement syndical. Il pense à s'occuper de ce qui existe dans les syndicats, mais il ne pense pas qu'il s'agit d'ajouter aux 10% de classe ouvrière organisée, encore d'autres 10%, afin de renforcer les syndicats. Si le Parti n'est pas capable de se poser ce problème, tous ses plans de stratégie doivent être considérés avec le plus grand pessimisme.

Vis-à-vis du parti socialiste, je suis d'accord avec ce que le camarade Zinoviev a dit. Le parti socialiste en France n'est pas un parti ouvrier, mais un parti de la petite-bourgeoisie. C'est pourquoi il faut procéder avec la plus grande méfiance avec ce parti. Si, dans quelque temps, lorsque la bourgeoisie cherchera à se stabiliser, nous nous laissons attirer [par] le parti socialiste tel que nous le voyons avec le séduisant mirage d'une grande scission de gauche dans ce parti par notre noyautage et la fusion avec notre parti de ce que nous aurons détaché du parti socialiste, il est très possible que nous ajoutions à notre mouvement un facteur négatif, au lieu de facteurs positifs. Il est possible que par cette manoeuvre nous éloignons de notre mouvement des éléments positifs.

Je pense que vis-à-vis du parti socialiste en France, il faut avoir une attitude de lutte ouverte. Cela ne veut pas dire que la [65] problématique [de la] gauche du parti socialiste doive être abandonnée. Il faut mener une lutte politique tout à fait claire et ne pas présenter aux ouvriers socialistes l'aspect d'une coalition politique entre notre parti et le parti socialiste. Le parti socialiste portera son attention sur les revendications d'ordre démocratique. Cela contribuera à présenter au prolétariat un spectacle plus grand<sup>109</sup> pour lui prouver qu'en réalité le parti socialiste n'est pas contre la classe bourgeoise.

Deuxième aspect. Ce n'est qu'un aspect qui peut nous tromper comme en Italie, quand on a attendu la possibilité d'opposer au fascisme un grand bloc dont nous aurions été l'extrême-gauche. Ce plan n'a pas réussi en Italie. En France il se présente [comme] encore plus dangereux, étant donné le manque de préparation idéologique

---

<sup>108</sup> Peut se comprendre ainsi : ... que l'on doit prendre en considération, dont il faut tenir compte.

<sup>109</sup> Peut se comprendre ainsi : ... la preuve plus spectaculaire que ...

de notre parti communiste.

Sur la situation intérieure du Parti. – J'ai dit mon appréciation sur les fractions dans le parti français. Je ne peux accepter cette thèse que la droite a complètement tort. Malheureusement, elle a raison. Des critiques justes peuvent être faites par n'importe quelle opposition. On ne peut dire que la droite en France<sup>110</sup> est un bloc qui représente le danger de pénétration de la petite-bourgeoisie dans le parti. Je ne pense pas que cette (galvanisation)<sup>111</sup> du parti soit une formule suffisante. On a dit: l'opposition a [soulevé] certaines critiques justes, c'est vrai. L'opposition, comme le camarade algérien<sup>112</sup> l'a dit... mais quand même, nous de la direction, nous avons reconnu certaines fautes, et alors cela montre que l'opposition mène une campagne artificielle.

Nous avons très bien entendu cette critique. On a insisté sur le fait que les erreurs commises avant le 2 décembre sont des erreurs maximalistes et non pas des erreurs gauchistes.

Je veux dire seulement quelques idées à ce sujet.

A quoi correspond [ ]<sup>113</sup>? A un état de capacité révolutionnaire du parti. On n'a pas encore envisagé le problème de la révolution comme il doit être envisagé par le parti communiste. [66] Nous [en] sommes encore à cette étude. Nous pensons que la révolution c'est un bon cadeau, une tradition héroïque, on va descendre dans la rue. Comment se présente cette révolution? C'était l'attitude des maximalistes qui tentaient toujours la révolution. Mais quand on demandait: Êtes-vous prêts pour cette révolution? Alors c'était le vide complet. Cet automatisme était basé sur le vide. J'aurais voulu citer certaines discussions que nous avons eues dans le parti italien à la veille de certaines démonstrations, où j'ai toujours joué le rôle d'extrême-droite.

---

<sup>110</sup> Il s'agit bien sûr de la droite du parti.

<sup>111</sup> Le terme est entre parenthèses dans le sténogramme.

<sup>112</sup> Abdelkader HADJ ALI, dit Hadjali (1883-1957), immigré algérien à Paris, membre de la Commission coloniale du PC, membre du Comité central depuis 1926, était intervenu dans la même réunion. Il milite à « l'Union intercoloniale, créée officiellement en décembre 1921, pour mobiliser en faveur des luttes d'indépendance, "la main d'œuvre coloniale" aux côtés de "la main d'œuvre étrangère" qui est principalement italienne, belge et polonaise ; il est membre du Comité directeur. (...) Il participe à la campagne des Jeunesses communistes contre l'occupation de la Ruhr par l'armée française en 1923 en s'adressant aux soldats nord-africains dans les journaux ou tracts épisodiques (...). C'est A. Hadj Ali qui préside les réunions qui préparent la naissance de l'Étoile nord-africaine" en juin 1926. » (Cf. dans *Le Maitron*, la notice biographique de René Galissot.)

<sup>113</sup> La suite du texte semble vouloir expliquer le terme de maximalisme.

« Or, ces erreurs-là, nous les avons reconnues théoriquement le 2 décembre; nous avons élaboré une plateforme »<sup>114</sup>. Mais où est cette plateforme? Aucun des camarades français n'a exposé cette plateforme du 2 décembre. On connaît les fautes, mais on ne met pas en rapport ces fautes et la conception du redressement des fautes. Pourquoi? Parce qu'on s'est [reporté aux] méthodes habituelles pour résoudre la crise du Parti qui nous a donné tant de déceptions, qui nous en donnera encore: la formule adoptée a porté sur deux personnes. Tout ce que nous avons discuté ici, c'est de savoir si on doit ou non couper la tête à Treint et à Suzanne Girault. Je ne crois pas qu'il soit possible par cette voie de nous acheminer vers une solution. C'est une perspective tout à fait insuffisante, et en général, elle correspond à une perspective insuffisante de la crise internationale que nous [traversons] en même temps.

Il y a une formule particulièrement malheureuse: Nous frappons sur la droite en France, nous frappons sur la gauche en Allemagne. Nous voilà beaucoup moins avancés qu'après le 5<sup>e</sup> congrès où tout le monde devait aller à gauche. Par cette méthode, il est impossible d'inspirer confiance à la classe ouvrière. Quelle impression doit avoir la classe ouvrière des membres du Parti!

Par exemple, la question Souvarine. Dans l'Exécutif Elargi immédiatement après le 5<sup>e</sup> congrès, j'étais contre l'exclusion de Souvarine, mais pour la même raison je serai aujourd'hui contre sa réintégration, parce que j'ai l'opinion qu'elle est impossible; on [67] a dirigé contre Souvarine tous les feux de l'Internationale.

C'est l'Internationale elle-même qui s'amoindrit aux yeux du prolétariat français. Aujourd'hui, on renvoie des chefs du Parti, et après on va les ramasser. C'est une conception à laquelle les bons camarades comme Engler<sup>115</sup> doivent renoncer. C'est une question qui regarde les méthodes de l'Internationale.

Il y a d'autres exemples qui prouvent qu'on ramassera ce qu'on a brisé. Qu'est-ce que le prolétariat va penser de l'état-major que nous lui fournissons? Cela n'est pas fait pour inspirer confiance au prolétariat, et le persuader du rôle idéologique du Parti, parce qu'il y a un manque de continuité dans ce domaine.

Sur le cas du camarade Treint, je suis d'accord qu'il a écrit des choses tout à fait absurdes, qu'il a commis des erreurs politiques qui doivent être très sévèrement réprimées. Mais nous avons fait [ ] ; on a surestimé Treint. On l'a présenté comme interprète de la ligne correcte en France. Maintenant on le liquide d'un seul

---

<sup>114</sup> A la suite d'une Conférence nationale tenue les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, la direction du parti diffusa une *Lettre ouverte à tous les membres du parti*, parue dans *L'Humanité* du 6 décembre 1925.

<sup>115</sup> Victor Engler (1884-1935), un des signataires de la *lettre des 250*, avait, dans son intervention en commission, demandé la réintégration de Souvarine.

coup. C'est toujours la même méthode.

Il paraît que tout le monde nous propose des solutions tactiques, mais personne ne fait de plan pour [résoudre] la question d'abord dans les organes dirigeants du Parti. C'est pourquoi je conseille aussi à Treint de renoncer à la direction du Parti.

La conclusion que je peux tirer est une conclusion encore plus sceptique que celle du camarade algérien<sup>116</sup>. C'est un changement radical qui s'impose. Mais ce n'est pas assez de dire qu'on donnera au camarade français la possibilité de résoudre lui-même dans ses organes centraux tous les problèmes. Il faudrait ici commencer à changer de méthode, à placer le problème sur un autre terrain. Si, malgré le bloc contre la droite, il subsiste des frottements personnels graves, c'est une grande responsabilité du parti français. Mais je trouve que l'Internationale ne fait rien de concret pour que cette responsabilité retombe sur elle<sup>117</sup>. Je ne peux que constater que par cette solution, le vieux problème de la vie intérieure n'est pas bien résolu, et par conséquent toutes les solutions qu'on peut envisager pour la lutte extérieure contre beaucoup de difficultés qui nous attendent en France se trouvent placées sur une base trop défavorable.

---

<sup>116</sup> « (...) vous avez cru que la direction, si elle continue à être ce qu'elle est, sera capable d'affaiblir cette action de droite? Eh bien, vous me permettrez de rester sceptique. Pourquoi? Vous allez ici tâcher de faire une sorte de replâtrage de cette direction. Je vous prédis, bien que je ne sois pas prophète, que dans deux mois cette direction sera disloquée à nouveau, et la question sera beaucoup plus grave. (...) je reste sceptique quant aux décisions qui seront prises au sujet de notre action coloniale, de la coordination du travail avec les camarades italiens et espagnols. Je reste sceptique sur l'organisation du travail parmi les coloniaux à Paris, sur l'organisation du travail dans l'Afrique du Nord même, car si on continue à procéder de la même façon, au petit bonheur, nous n'arriverons qu'à des échecs et des emprisonnements. » (Extrait du discours de Hadjali, cf. note précédente).

<sup>117</sup> Peut se comprendre ainsi : ... pour que l'Internationale engage sa propre responsabilité.

## Annexe 2

### Lettre de Trotsky aux « communistes de gauche italiens » de la revue de Bruxelles *Prometeo* (septembre 1929).<sup>118</sup>

Constantinople, 25 septembre 1929

(...) la brochure "Plateforme de [la] gauche" que vous avez publiée en 1926 mais qui m'arrive seulement aujourd'hui<sup>119</sup> (...) a produit sur moi une grande impression. Je crois qu'elle est un des meilleurs documents émanant de l'opposition internationale et que, sous de nombreux aspects, elle conserve encore aujourd'hui toute son importance. Elle est très importante, surtout pour la France, quand elle met au premier plan de la politique révolutionnaire du prolétariat la question de la nature du parti, les principes essentiels de sa stratégie et de sa tactique. (...)

Sur cette question [de la nature du parti], un bolchevique, c'est-à-dire un révolutionnaire marxiste passé par l'école de Lénine, ne peut faire aucune concession. Sur toute une série de questions, la *Plateforme* de 1926 donne d'excellentes observations, qui conservent encore aujourd'hui toute leur importance.

Ainsi la *Plateforme* déclare t-elle en toute clarté que les partis paysans dits "autonomes" tombent fatalement sous l'influence de la contre-révolution (page 36<sup>120</sup>). On peut dire qu'à l'époque actuelle il ne peut pas y avoir d'exception à cette règle. Là où la classe paysanne ne marche pas derrière le prolétariat, elle marche avec la bourgeoisie contre le prolétariat. (...) Votre plate-forme accuse Radek de "concessions manifestes aux nationalistes allemands"<sup>121</sup>. Il faudrait y ajouter maintenant les concessions absolument injustifiables aux nationalistes chinois :

---

<sup>118</sup> Publiée en italien dans *Prometeo* n°25, 1<sup>er</sup> décembre 1929 ; en français dans le *Bulletin d'Information de la Fraction de Gauche italienne*, n°1, août 1931.

<sup>119</sup> La gauche italienne dans l'émigration continuait à assurer la diffusion et la vente de la *Plateforme*, comme le prouve par exemple un entrefilet de la revue *Prometeo* (n°2, 15 juin 1928).

<sup>120</sup> « Le paysan acceptant le programme des communistes et susceptible d'être organisé politiquement doit devenir membre du parti communiste. Par cela, on empêchera la formation de partis paysans, tombant inévitablement sous l'influence de la contre-révolution » ("Questions internationales", § 9).

<sup>121</sup> « L'élévation à la hauteur d'un principe de la lutte des minorités nationales (...) est une déformation de la conception communiste » (id., § 10).

l'idéalisation du sun-yat-senisme et la justification de l'entrée d'un parti communiste dans un parti bourgeois. Votre plate-forme souligne avec raison (page 37<sup>122</sup>), en lien avec la lutte des peuples opprimés, la nécessité de l'indépendance absolue du Parti communiste ; l'oubli de cette règle essentielle conduit aux conséquences les plus funestes, comme nous l'a montrée l'expérience criminelle de la subordination du Parti communiste chinois au Kuomintang.<sup>123</sup>

---

<sup>122</sup> « Dans la conception de Lénine, la direction de la lutte mondiale par les organes du prolétariat révolutionnaire, [l'incitation à] la lutte de classe dans les milieux indigènes, la constitution et le développement indépendant du Parti Communiste local sont fondamentales » (id., § 10).

<sup>123</sup> Il vaut la peine de confronter ces déclarations avec celles que Trotsky fera moins d'un an plus tard, dans une autre lettre: « Vous dites que pendant tout ce temps vous n'avez pas bougé d'un iota de la plate-forme de 1925 que j'ai appelée un document excellent à bien des égards. Mais une plate-forme n'est pas créée de façon qu'on ne "s'en sépare pas", mais plutôt pour l'appliquer et la développer. La plate-forme de 1925 était un bon document pour l'année 1925. Dans les cinq ans écoulés, il s'est produit de grands événements. Il n'existe aucune réponse dans la plate-forme. Essayer de remplacer les réponses à des questions qui découlent de la situation en 1930 par des références à la plate-forme de 1925, c'est soutenir une politique vague et évasive. (...) Aujourd'hui, le vague conservateur de votre position est en train de devenir un symptôme de plus en plus dangereux » (lettre du 19 juin 1930). Cela aussi peut être pris comme un éloge, quoique le point de vue de classe de son auteur ne soit plus le même.